

Rédaction-Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93 100 Montreuil. Tél : 808.00.80 à 84. Télex : PRENO A 211 628 F. Edité par la SPN (Société de presse nouvelle). Directeur de publication : Alain Bobbio. Numéro de commission paritaire : 46 722.

Imprimé par : Rotographie.

Riccobono (pour le Sud-Est).

Midifax-Toulouse (pour le Sud-Ouest)

• Belgique : 18 FB • Suède : 2,25 KR • Luxembourg : 15 F • Italie : 300 L • Grèce : 22 DR  
• Suisse : 1 FS • Portugal : 15 ESC  
• Algérie : 1,60 Dinar • Maroc : 2,10 Diram.

# rouge

quotidien communiste révolutionnaire

1,80 F

Bob Marley chante  
et danse  
le « reggae »

La rencontre des sept « Grands » à Londres

## Un sommet bien bas

• Pas de soutien à la relance

• Appliquer l'austérité : jouer le chômage contre l'inflation

• Stabiliser les prix des matières premières  
à l'avantage de l'Impérialisme

Les sept représentants des principales puissances impérialistes — qui assurent plus de cinquante pour cent de la production mondiale et comptent plusieurs millions de chômeurs — ont dîné et discuté, à Londres, ce week-end. Le résultat est inversement proportionnel aux fastes des réceptions : chacun devra adopter l'évolution la plus compatible avec la situation de sa propre économie !

### Ne pas déséquilibrer plus

Schmidt, Carter et Fukuda, qui conduisent le peloton, n'ont manifesté aucune volonté d'accélérer la relance de leur économie. Ils considèrent les objectifs présents, respectivement 5 %, 5,8 % et 6,7 % de croissance, comme les moins mauvais possibles dans le contexte actuel.

Ils craignent comme la peste une forte accélération de l'inflation. Cette dernière atteint déjà les niveaux suivants : RFA 4 %, Etats-Unis 6,7 %, Japon 9,3 %, Grande-Bretagne 15,8 %, Italie 22,3 %, Canada 7,9 % et France 9,1 %. Une forte stimulation ferait grimper le thermomètre et, alors, les remèdes nécessaires pour couper cette fièvre accéléreraient une rechute.

En outre, tous ces dirigeants capitalistes sont conscients qu'une relance « poussée », qui ne pourrait d'ailleurs pas être sensiblement plus forte qu'actuellement, ne résorberait pas de façon significative le chômage. Jusqu'à dernière nouvelle, les investissements de « rationalisation » — ceux auxquels sont enclins les capitalistes dans une situation de dure bataille concurrentielle sur le marché mondial — n'absorbent pas beaucoup de main-d'œuvre.

Face aux « faibles » — spécialement l'Italie, la Grande-Bretagne et aussi la France — les leaders impérialistes utilisent un langage ferme : « Remettez de l'ordre dans vos économies, ne vous aventurez pas sur la voie du protectionnisme. Après, nous verrons ce que nous pourrions faire. » Autrement dit, messieurs Barre, Callaghan et Andreotti, il faut appliquer vos plans d'austérité, savoir faire usage du chômage pour affaiblir la résistance ouvrière et ainsi accroître le taux de profit ! Voilà ce que l'on entend par : évolution la plus compatible avec sa propre économie.

La Grande-Bretagne et l'Italie affirment devoir supporter un peu trop le déficit provoqué par la hausse des prix des produits énergétiques. La réponse des dirigeants des puissances de tête du monde impérialiste obéit strictement aux lois de la concurrence inter-impérialiste : « Pour récupérer une bonne partie de la plus-value appropriée par les classes possédantes dans pays de l'OPEP, il faut savoir leur vendre des biens d'équipement ». Ceux qui sont les plus efficaces dans cet exercice récupèrent la plus grande partie de cette plus-value ! Voilà la logique du marché capitaliste.

Lire en page 2

### LES POSTIERS DU LANDY EN GREVE EVACUES PAR LA POLICE

Les postiers du Landy (centre de transbordement et de tri-paquets des ambulants de Paris-Nord) ont été expulsés par la police, samedi, à 14 h. Ils occupaient leur centre depuis jeudi. Ces postiers sont environ 210 et non pas 8, comme une malencontreuse faute de frappe nous l'avait fait écrire samedi.

Ils luttent contre la répression antisyndicale de l'administration et pour 54 effectifs supplémentaires. Depuis la grève de 1974, il n'y avait pas eu de grève avec occupation dans les PTT.

Apparemment, l'administration des PTT a eu peur que les travailleurs prennent l'ha-

bitude d'utiliser cette forme de lutte, c'est pourquoi elle a fait procéder à l'évacuation très rapidement. L'accès du centre est interdit aux grévistes mais ils tiendront ce matin une assemblée générale.

Tous les postiers se doivent de réagir à cette agression policière.



Avec le référendum sur l'indépendance à Djibouti, l'impérialisme français perd une colonie mais garde les bases de sa domination.

Lire en page 3

### ÇA VA DURER ENCORE LONGTEMPS ?

Le quatrième chapitre du tome 3 du cinquième épisode du célèbre feuilleton, « La crise de la majorité », vient de sortir dans « l'Express » ce matin. On était resté un peu sur notre faim, vendredi soir, après le récit du déjeuner Barre-Chirac, qualifié simplement de « cordial » par les deux protagonistes.

Voici que le président rentre

en scène. Dans une longue interview, il réaffirme trois idées qui ne feront guère plaisir au RPR. Premièrement, le gouvernement dispose des moyens constitutionnels de faire voter tout texte de loi en obligeant les gaullistes, pour s'y opposer, à voter une motion de censure, et donc de provoquer délibérément la crise institutionnelle.

Deuxièmement, le chef de la

majorité ne saurait être personne d'autre que le Premier ministre. Giscard défendra donc Barre jusqu'au bout contre les flèches empoisonnées de Chirac, qui prétend au rôle de leader de la droite en 1978. Troisièmement, la France est malencontreusement coupée en deux. Si l'Union de la gauche perd au mois de mars prochain, il sera alors temps d'élargir la majorité. Et si elle gagne... les contraintes de la bataille électorale empêchent de dire aujourd'hui ce qu'on fera demain avec, dans l'espoir de diviser communistes et socialistes.

On pourrait s'alarmer artificiellement de ce nouveau rebondissement qu'une presse avide de sensations ne manquera pas d'analyser comme la prémice d'une crise politique immédiate. Sans comprendre qu'à moins d'accident, ni Giscard, ni Chirac n'ont pour le moment — et pour des raisons différentes — intérêt à des élections anticipées. On pour-

rait aussi ricaner sur la comédie des deux compères qui se crachent à la figure en public pour mieux se serrer la main en coulisses. Sans comprendre que la majorité est profondément divisée sur les moyens d'enrayer la poussée électorale de la gauche et sur la tactique à suivre en cas d'échec.

On devrait surtout s'inquiéter de voir les déchirements de la droite occuper la scène devant des partis majoritaires dans le pays qui refusent délibérément de mettre fin à la pièce.

Va-t-on longtemps compter les points entre Giscard et Chirac, constater chaque jour un peu plus l'affaiblissement d'une majorité déchirée et attendre patiemment les élections de 1978 ? La question n'est pas incongrue. Elle mériterait de faire son chemin quand le plan Barre jette chaque jour au chômage près d'un millier de travailleurs.

Pierre Julien

Lire en page 5



LE SOMMET ECONOMIQUE DE LONDRES

# Un sommet bien bas

suite de la page 1

## Pas de protectionnisme

Si aucune stimulation ne fut décidée, il en découle que l'accent devait être mis contre une vague de protectionnisme. Le Premier japonais insista sur la nécessité de ne pas « répéter la terrible expérience des années trente ». Ce n'est pas étonnant. Pour l'impérialisme japonais, l'objectif de croissance de 6,7 % n'est possible à atteindre qu'avec de fortes exportations. Et les mesures déjà proposées, aussi bien par les Etats-Unis et les puissances européennes, lui ont donné un avant-goût des affres du protectionnisme.

Cependant, l'inégalité de la reprise entre les diverses puissances impérialistes, la pression exercée sur les Etats par des secteurs industriels en crise (entre autres sous les effets de la réorganisation internationale du travail), la pression

du chômage ne feront que nourrir des mesures protectionnistes sournoises. L'âpreté de la concurrence impérialiste se confirmera. Sur ce terrain, comme le confirme le sommet de Londres, l'impérialisme américain utilisera sa force politico-militaire pour faire face à la capacité concurrentielle du capitalisme allemand et japonais. La bataille sur le nucléaire en est le signe le plus visible.

## « Aider le tiers-monde »

Dans ce concert des puissances impérialistes, il fallait « faire un geste pour débloquer la conférence sur la coopération économique internationale qui doit s'achever à la fin du mois ». Tous les commentateurs s'émerveillent face à la décision de constituer « un fonds de stabilisation des matières premières ». Voilà donc que les pilliers du « tiers-

monde » commenceraient à l'aider ?

Qu'en est-il ? La création de stocks régulateurs a quatre fonctions. Premièrement, en garantissant un prix donné à une quantité déterminée de matières premières, les pays impérialistes veulent éviter l'envol des prix à l'occasion d'une relance.

Deuxièmement, cela doit éviter aux industriels des pays impérialistes de constituer des stocks de précaution coûteux (face aux fluctuations à la hausse). Troisièmement, une régulation des prix permet un meilleur calcul des investissements, d'autant plus dans une période où ceux-ci sont déjà réticents. Quatrièmement, un tel fonds de stabilisation peut assurer un certain revenu (dont la base est fixée par les pays impérialistes qui détermineront les prix de référence) aux pays capitalistes sous-développés exportateurs de matières premières.

Ainsi, ces derniers pourront faire face au service de leur dette vers les banques impérialistes et offrir des débouchés pour les produits industriels.

Le dernier numéro du grand

hebdomadaire du capitalisme américain, *Business Week*, déclare : « Les accords proposés devraient inclure de larges stocks régulateurs pour certaines matières premières qui amoindriront les fluctuations de prix à court terme, sans déformer la tendance à long terme du marché libre.

Avec un tel système, les gains moyens des exportateurs pour une marchandise pourraient en fait ne pas augmenter. Mais le nivellement des booms et des dépressions des prix aplanirait les montées et les descentes des cycles économiques et favoriserait les investissements. Les défenseurs de ces accords disent que cela favoriserait également les producteurs et les consommateurs dans les pays importateurs, en minimisant l'effet d'entraînement des hausses des prix des matières premières sur l'inflation. (9 mai 1977).

Ici, on est loin de la rhétorique sur « l'aide au tiers-monde ». Voilà la signification effective de la mise en place du fonds de stabilisation. Pouvait-il en être autrement de la part des sept dirigeants du monde impérialiste ?

## Notes internationales

### PORTUGAL

Des membres de plusieurs « unités collectives de production » de la région de Beja, dans l'Alentejo, manifestent depuis vendredi dernier autour du centre régional de la réforme agraire de Beja. Ils réclament, entre autres, le rétablissement du crédit agricole d'urgence, supprimé par le gouvernement à certaines unités de production dont les membres s'opposaient à la restitution de leurs terres aux anciens propriétaires. Les manifestants, au nombre d'un millier, encerclent le bâtiment du centre régional protégé par d'importantes forces de police. Selon le directeur du centre, les négociations entamées avec les unités de production n'auraient pas abouti.

### RFA

Le conflit qui a éclaté récemment entre le Parti social-démocrate (SPD) et son organisation de jeunesse, les « Jusos », se développe. Le président des Jusos, Klaus Benneter, qui avait déclaré que l'appartenance au SPD n'était pas un « dogme » a été suspendu et une procédure d'expulsion engagée contre lui.

12 membres du comité directeur des Jusos du Bade-Wurtemberg qui s'étaient solidarisés avec Benneter ont été suspendus pour trois mois. Benneter avait souligné, dans ses déclarations que les « communistes sont des adversaires politiques avec lesquels une collaboration est possible alors que les démocrates-chrétiens de la CDU et de la CSU sont des ennemis de classe. »

## ITALIE

### L'assemblée syndicale de Rimini

## UN COUP POUR RIEN

L'assemblée des cadres syndicaux qui s'est tenue ce week-end à Rimini n'a réuni que des militants choisis par les directions régionales du syndicat. La circulaire préparatoire envoyée par la fédération unitaire CGIL-CISL-UIL le précisait : les délégations doivent être décidées par les secrétariats régionaux et dès le départ plus de 500 places (sur le total de 2 000) sont gardées pour les dirigeants provinciaux et régionaux.

Les bureaucrates n'ont même pas essayé de maintenir un minimum de façade démocratique : l'assemblée provinciale des délégués de Lombardie (réunissant les délégués des conseils d'usine pour préparer l'assemblée de Rimini)

a été purement et simplement supprimée.

Bien sûr, Milan est le plus grand centre industriel mais aussi le plus grand centre de la contestation de la ligne des bureaucraties réformistes. C'est là, en effet, que s'était tenue l'assemblée du Lirico à l'appel de 600 conseils d'usine.

A Rimini, il s'agit donc plus de préparer les cadres intermédiaires de l'appareil à affronter la contestation dans leurs structures locales que d'effectuer un bilan démocratique de la ligne et de la pratique des directions syndicales.

Nous reproduisons ci-dessous des extraits d'un communiqué de plusieurs conseils d'usine dénonçant le caractère non démocratique de cette assemblée.

## DECLARATION DE DELEGUES DES CONSEILS D'USINES

« (...) Cette assemblée n'est pas une assemblée des délégués, mais a été transformée, encore une fois, en une assemblée de permanents et de dirigeants. Pas tous, seulement ceux qui ne prennent jamais de positions critiques. Que tentera-t-on de faire à Rimini ?

« Premièrement, de faire avaliser les concessions faites par les confédérations au cours des derniers mois, qui vont toutes à l'encontre même des documents officiels du syndicat, et qui n'ont donné aucun résultat en matière d'emploi et d'investissements.

Deuxièmement, attaquer l'assemblée du Lirico et les positions qui s'y sont exprimées : à savoir que les conseils d'usines sont la structure de base du syndicat et qu'il faut relancer la ligne de classe construite par le syndicat au cours de dures luttes.

« Nous critiquons fermement cette assemblée qui, à notre avis, représente un recul réel par rapport aux objectifs et à la démocratie syndicale et qui ne reflète absolument pas les positions présentes dans le mouvement. Nous répétons que ce n'est qu'à travers un débat de masse, même vif, mais pour l'unité, qui traverse toutes les structures et donc touche tous les travailleurs, que l'on réussira à exprimer dans les luttes la ligne du syndicat de classe auquel nous croyons et pour lequel nous nous battons afin de sortir de la crise (...) »

Délégués des conseils d'usine de Siemens, Pirelli, CGE, Borletti, Montedison, IBM, Alfa Romeo, Stigler Otis, Bessi, Teletra, Danzas.

## SUEDE

## Première épreuve de force entre le gouvernement conservateur et les travailleurs

Le nouveau gouvernement conservateur suédois, qui a remplacé les sociaux-démocrates lors des élections de septembre dernier, connaît ces jours-ci ses premiers affrontements avec la classe ouvrière. C'est la période du renouvellement des conventions collectives et les travailleurs font preuve d'une combativité particulière. 600 000 personnes sont descendues dans la rue lors des manifestations du 1<sup>er</sup> Mai dans tout le pays (c'est-à-dire plus de 12 % de la population active).

Les capitalistes ne peuvent plus acheter la paix sociale en échange d'augmentations annuelles des salaires et de réformes sociales. On l'a vu clairement lors du débat des négociations pour le contrat national de 1,3 millions de travailleurs du secteur privé. La fédération des employeurs (SAF) déclara ouvertement qu'il fallait une baisse des salaires réels. Le 5 mai dernier, la fédération syndicale (LO) et le syndicat des employés (PTK) refusèrent le compromis final proposé par l'arbitrage. Une semaine plus tôt déjà, ces syndicats avaient décidé un boycott des heures supplémentaires par tous les travailleurs concernés par ce contrat.

Maintenant les capitalistes de même que la bureaucratie syndicale sont coincés par une dynamique qui pourrait bien amener à un grève générale, la première depuis 1919 !

Les bureaucrates de LO ont déclaré, pour leur part, qu'il ne fallait pas être « irresponsable en ces jours de crise ». Gunnar Nilsson (président de LO) a expliqué lors du 1<sup>er</sup> Mai : « Il est impossible d'éviter une baisse du niveau de vie cette année. Mais il faut lutter pour savoir de combien cette baisse sera ! »

Aujourd'hui, cependant, avec les conservateurs au gouvernement, les bureaucrates n'ont pas d'autre issue que de menacer de déclencher des grèves. Leur pratique traditionnelle qui consistait à faire avaler un mauvais contrat aux tra-

ce qu'ils ont obtenu sous la social-démocratie. Ils l'ont clairement montré dans les manifestations du 1<sup>er</sup> Mai.

Si aucun changement significatif ne survient dans les négociations salariales, les premières grèves commenceront le 15 mai. A cette date, tous les travailleurs des magasins et des supermarchés, ceux des lignes aériennes intérieures et tous les travailleurs des transports arrêteront le travail. Les patrons pourraient être tentés de riposter par les lock-out, ce qui ne manquerait pas de stimuler rapidement un mouvement de grève générale.

B. A.

# inprecOR



Dans ses derniers numéros, INPRECOR a notamment publié des études sur :

- l'Italie (L. Maitan)
- l'« Eurocommunisme » (E. Mandel)
- les discussions SALT (J. Hansen)
- la situation politique dans le sous-continent indien, ainsi que des inédits de Trotsky et des lettres de Pliouchtch, Grigorenko, etc.

## abonnez-vous !

France : 80 FF  
Un an, 25 numéros : Belgique : 650 FB  
Suisse : 45 FS

Découper ce talon d'abonnement et l'adresser, accompagné d'un chèque, libellé au nom de Pascal HENRI, à INPRECOR, BP 135, 95 103 Argenteuil Cedex-France

Je souscris un abonnement d'un an à INPRECOR

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_



## DJIBOUTI

# UN VOTE SANS SURPRISE

Des renforts de gendarmes mobiles ont été envoyés

Des renforts de gendarmes ont été envoyés à Djibouti et les troupes françaises mises en état d'alerte pour assurer le déroulement « normal » des opérations de vote sur le futur territoire français des Afars et des Issas. « Simple opération de routine » ont précisé les sources officielles. Qu'on en juge : 6 500 hommes, appuyés par des avions et des hélicoptères, le porte-avions Clemenceau, le pétrolier La Saône, le navire porte-barges *Ouragan* et la frégate de lutte antissous-marine *Tourville*.

Vendredi soir, le Mouvement pour la libération de Djibouti (MDL) s'est rallié au Rassemblement populaire pour l'indépendance, rompant ainsi le Front Afar, qui

regroupait les forces qui avaient boycotté la table ronde de Paris en mars dernier. Le MDL, ainsi que l'Union nationale pour l'indépendance et le Mouvement populaire de Djibouti, qui dénonçaient la politique néocoloniale de la France, avaient appelé les électeurs à voter « oui » pour l'indépendance mais à mettre un bulletin nul pour l'Assemblée nationale qui a également été élue dimanche.

La participation aux élections a été massive (plus de 70 % au début de l'après-midi) et le résultat sans surprise. L'impérialisme français perd sa dernière colonie en Afrique ; le néocolonialisme français prend sa place.

## Quelques dates de la présence française

11 mars 1862 : Napoléon III achète le port, la rade et le mouillage d'Obock.

20 mai 1896 : la Côte française des Somalies est créée par décret à la suite d'une série de traités qui étendent considérablement la superficie de la possession française.

1<sup>er</sup> janvier 1945 : Djibouti est érigé en zone franche.

23 juin 1956 : une loi-cadre fait de la CFS un territoire français d'outre-mer.

côtes des Somalies.

11 février 1976 : grande manifestation de l'opposition pour l'indépendance ;

Juillet 1976 : de violents affrontements entre Afars et Issas font 10 morts. Ali Aref démissionne et est remplacé par Abdallah Kamil ;

1<sup>er</sup> décembre 1976 : l'Assemblée nationale française adopte deux textes préparant l'indépendance ;

28 février-19 mars 1977 : négociation et signature des « accords de

Paris » pour la mise en place de la solution néocoloniale française.

26 août 1966 : émeute lors de la visite de De Gaulle.

19 mars 1967 : un référendum donne 60 % de « oui » au maintien de la CFS dans l'ensemble français.

5 juillet 1967 : avec un nouveau statut, la CFS devient le Territoire français des Afars et des Issas (TFAI).

23 mars 1975 : enlèvement de l'ambassadeur français par un commando du Front de libération de la

## TOGO

# VAGUE D'ARRESTATION D'ENSEIGNANTS

Au moment même où se tenait le quatrième sommet franco-africain à Dakar, qui visait à renforcer les alliances entre l'impérialisme français et les États néocoloniaux d'Afrique noire, et à garantir la pérennité des régimes en place, tel que le régime togolais de Eyadema, celui-ci poursuivait sa politique de répression antipopulaire.

Dans la deuxième quinzaine d'avril, des dizaines de personnes ont été arrêtées dans plusieurs régions du pays. Parmi elles, se trouvent notamment des enseignants membres du Syndicat national de l'enseignement technique, secondaire et supérieur (SNETSS) : Gbikpi-Benissan T., Kouvidjin Eppou Foli, Zoumaro Lantame, le proviseur du lycée de Kpalimé M. Agbodjavou, le censeur du lycée d'Ancho, M. Diabo, M. Gbikpi-Benissan, professeur à l'université du Bénin, ainsi que Léon Folly, travaillant au CNOU (œuvres universitaires) et Lassey Adodo. Des étudiants togolais, quatre étudiants voltaïques à Lomé, ainsi que d'autres ressortissants togolais ont été arrêtés. Kaledzi Kokou, arrêté en septembre 1976, n'a jamais été libéré.

Cette vague d'arrestations est à relier à la nomination récente de Natchaba Ouattara (ex-militant de l'Association des étudiants et stagiaires togolais en France, dont il fut exclu) comme directeur de cabinet du général Eyadema. Avec la complicité de Tidjani Douroudjaye, il tente de liquider tout opposition à la dictature, sous quelque forme que ce soit (publication d'un journal de l'AESTF par exemple).

Cette offensive exige une riposte immédiate de l'ensemble des forces démocratiques et révolutionnaires en France, car le régime Eyadema s'est déjà signalé en liquidant physiquement des opposants arrêtés en 1970 et 1975 et il y a encore quelque mois. De plus, ce régime n'a pas hésité à menacer d'extrader de France (risques de kidnappings) des militants de l'EESTF et la police française, utilisant des mesures

d'intimidation, a clairement montré sa complicité. Cette complicité est d'autant plus ouverte que l'impérialisme français est dominant au Togo ; la dictature Eyadema le sert d'ailleurs fort bien en livrant le pays aux monopoles

français, en créant une structure de concertation permanente avec le CNPF et en écrasant toute opposition du peuple togolais pour perpétuer ainsi les intérêts de l'impérialisme.

Correspondance

## 80 entreprises françaises en Afrique du Sud

Cette palette de personnalités permet la tenue fructueuse de six carrefours sur le thème des investissements étrangers et des luttes à mener pour les enrayer. Autre débat : la bataille pour la reconnaissance des syndicats afri-

cains. Si l'on considère que le système d'apartheid vise avant tout à maintenir des taux de profits élevés, l'on comprend comment son corollaire est d'empêcher toute forme d'organisation de la classe ouvrière. Avancer le mot d'ordre de reconnaissance des syndicats africains prendrait donc un caractère radical. Or, comme l'a souligné Bernard Taillefer, membre du Centre de recherches et d'information sur l'Afrique australe, « 80 entreprises françaises sont présentes en Afrique du Sud, participent aux grands projets industriels, énergétiques, au désengorgement des ports, à la mécanisation des mines. Il est donc possible d'obliger les filiales des firmes françaises à reconnaître les syndicats africains. »

## Enraciner la campagne

Toutefois, ces débats courent le risque de rester académiques s'ils

## SENEGAL

# Senghor déclenche la répression contre les étudiants en grève

## Des centaines d'exclusions de l'université 8 étudiants arrêtés et un expulsé

Le président Senghor à ses heures poète et membre de l'Internationale socialiste vient de déclencher une répression de masse contre les étudiants en grève depuis deux mois contre un crapuleux « contrat d'Etat » imposé pour quinze ans aux bénéficiaires des bourses. 116 étudiants de l'Ecole des assistants sociaux sont exclus de leur école ; 642 étudiants sont excusés de première année de Sciences, 8 sont emprisonnés et un a été expulsé. Malgré les velléités démocratiques du président-poète, il semble revenir, par crainte d'une jonction des grèves étudiantes avec les syndicats, aux anciennes méthodes qui avaient fait leurs preuves lors des grèves de 1968, 1969 et 1971.

Après quinze années d'une intense répression contre le mouvement de masse au nom de l'impérialisme français, Senghor avait récemment estimé que l'avenir de son régime s'accommoderait mieux d'un « visage démocratique », avec une panoplie de partis d'opposition légaux — pas plus de deux — et intégration de son mouvement, l'Union progressiste sénégalaise, au sein de l'Internationale socialiste.

Mais ce que Senghor n'avait pas parfaitement calculé, c'est que, à travers les mailles serrées de son dispositif « démocratique » se reformerait peu à peu un mouvement de masse. Deux centrales syndicales indépendantes réussissaient à voir le jour : l'Union des travailleurs libres du Sénégal et la Confédération générale des travailleurs démocrates du Sénégal. Les enseignants réussissaient également à mettre en place un Syndicat unique des enseignants du Sénégal et, enfin, les étudiants

encore divisés en deux associations (l'Association générale des étudiants du Sénégal — clandestine — et l'Union des étudiants sénégalais) connaissaient un débat animé pour la constitution d'un puissant mouvement étudiant revendicatif.

La grève des étudiants sénégalais, la plus importante depuis Mai 1968, a d'ores et déjà permis de dévoiler la valeur des professions de foi de ce régime « socialiste ». La présence des troupes françaises à Dakar, le fait que le ministre de l'Intérieur, Jean Collin, soit français d'origine et que le Sénégal joue un rôle central dans le dispositif français en Afrique (notamment vis-à-vis du Sahara occidental) désigne clairement les devoirs du mouvement ouvrier français pour que cesse cette répression, pour que soient relâchés les emprisonnés et que le militant expulsé soit autorisé à rentrer.

C.G.

## Deuxième Congrès Anti-Outspan à Lyon

# CONTRE LES FRUITS DE L'APARTHEID

De notre envoyé spécial Frank Tenaille

Le deuxième congrès de la campagne anti-Outspan s'est tenu ce week-end à Lyon. Les congressistes se sont employés à préciser les modalités d'action d'une organisation appelée à faire face à d'importantes échéances, vu l'évolution de la situation en Afrique australe. Quel bilan tirer de deux ans et demi d'existence ? Comment assurer la représentation démocratique des comités de base et de la province au comité directeur ? Quel type de relations entretenir avec les organisations du mouvement ouvrier ? Autant de problèmes qui feront d'ailleurs l'objet de textes contradictoires en vue d'une assemblée générale chargée d'examiner les statuts et qui est prévue pour septembre.

cratique des comités de base et de la province au comité directeur ? Quel type de relations entretenir avec les organisations du mouvement ouvrier ? Autant de problèmes qui feront d'ailleurs l'objet de textes contradictoires en vue d'une assemblée générale chargée d'examiner les statuts et qui est prévue pour septembre.

en demeurent à des généralités. Aussi les responsables de la CAO prirent-ils soin de montrer concrètement ce qu'il était possible de faire : chaîne de distribution pour la campagne contre les agrumes Outspan, constitution d'une caravane d'été, intensification des rapports avec les municipalités de gauche, matériel audio-visuel pour les comités d'entreprise, etc. La séance plénière fut consacrée à ces problèmes. Pourquoi prendre Suma, Mammouth ou Paris-Docks comme cibles de la campagne sur les oranges ? La centrale nucléaire de Koeberg sera opérationnelle en 1982. Que faire d'ici là, surtout avec l'éventualité d'une arrivée de l'Union de la gauche au pouvoir ?

favorable pour soutenir de façon unitaire toute initiative comme la manifestation de Londres appelée par les leaders étudiants de Soweto. Mais elle entend également développer ses propres initiatives régionales et nationales.

Elle se fixe pour ambition de tenir des actions du 16 au 26 juin (anniversaire de la publication de la Charte de la liberté par l'ANC).

Elle veut également favoriser l'essor de la campagne pour les prisonniers politiques, qui doit permettre de financer leur aide judiciaire. Humanisme ? Non pas ! « Quand vous êtes des jours, des semaines, des mois dans une cellule de 2,40 m sur 2,50 m, sans jamais voir personne, en isolement complet, vous en venez à penser que vous pourriez crever sans que personne le sache jamais. » La CAO par son travail veut montrer que l'espoir pour un Africain incarcéré c'est « de savoir qu'il a des amis dans un pays dont il ne connaît pas le nom », c'est le sens de l'internationalisme véritable.

F.T.

## L'anniversaire de Soweto

La journée de dimanche a été consacrée à la préparation de l'anniversaire du 16 juin 1976, l'insurrection de Soweto. La CAO est



ETAT ESPAGNOL

A la veille des élections, le gouvernement manie la carotte et le bâton

LA PRESSE BAILLONNEE

La CNT légalisée

De notre correspondant.

L'un des derniers Conseils des ministres a supprimé l'article 2 de la loi sur la presse qui a été remplacée par une nouvelle mouture.

Pourra désormais être mise sous séquestre toute publication qui portera atteinte à « l'unité de la patrie », à « l'institution monarchique », et à « l'unité et l'honneur des forces armées ».

En clair cela signifie qu'aucun journal, qu'aucune revue, ne pourra dénoncer l'oppression des nationalités, ou défendre leur droit à l'autodétermination. De même, il sera impossible de dénoncer la monarchie, ou à l'inverse de défendre la république. Impossible désormais aussi de dénoncer les conditions de vie dans les casernes, de défendre les revendications des soldats, voire d'informer sur les manœuvres réactionnaires ou les complots factieux de la hiérarchie.

Selon le même article de presse, tout journal ou revue donnant des informations pornographiques pourra être saisi. Les publications seront poursuivies devant les tribunaux en cas de « calomnies et d'injures ». Toute plainte donnera lieu à procès (pas

de non-lieu) et durant cette période électorale, la procédure sera une procédure « d'urgence et de peine maximale » (jusqu'à six ans de prison!).

Voilà qui a au moins l'avantage d'être clair... G. Bengochea

La Confédération nationale des travailleurs (CNT), anarcho-syndicaliste, a été légalisée samedi par le gouvernement espagnol.

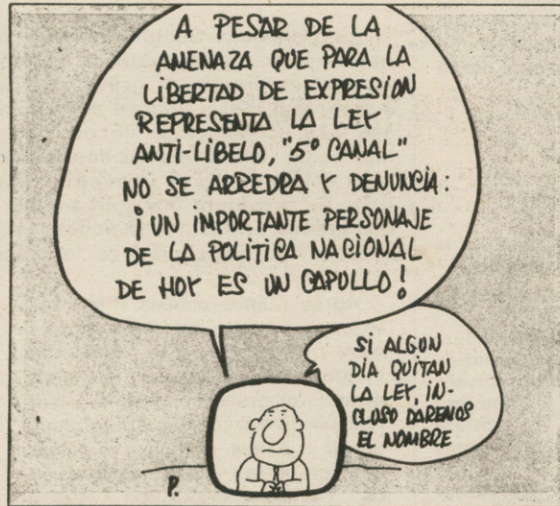
La CNT a été fondée en 1911 et légalisée pour la première fois en 1914. Avec plus d'un million et demi de mem-

bres, la CNT, qui était la plus importante centrale syndicale en 1936, joua un rôle important pendant le Front populaire et la guerre civile. Plusieurs dirigeants anarchistes participèrent même au gouvernement de la Seconde République. Elle fut interdite comme l'UGT (socialo-communiste à cette époque), en 1939.

La CNT qui s'était répliee en exil a joué un rôle plus qu'effacé dans la remontée des luttes ouvrières qui ont marqué les quinze dernières années de la dictature franquiste. C'est surtout après la mort du Caudillo et le couronnement de Juan Carlos que les cadres anarchistes revinrent en Espagne et y développèrent la centrale. Celle-ci s'est développée, surtout durant les derniers mois, par le soutien qu'elle apporta presque sans faille aux diverses luttes ouvrières isolées comme Tarabusi et surtout Roca, alors que les Commissions ouvrières dominées par le PCE ou l'UGT dirigée par le PSOE refusaient de populariser et d'étendre souvent ces luttes.

Ainsi la CNT a pu reconstruire une certaine audience, ultra-gauche, sur la base des désillusions provoquée par la politique des directions réformistes de pacte avec le gouvernement.

La CNT, qui revendique 25 000 adhérents, avait organisé, il y a trois semaines, un meeting de 15 000 personnes dans les environs de Madrid. La CNT prône l'abstention pour les prochaines élections législatives.



— Malgré la menace que représente pour la liberté d'expression la loi anti-libelle, Canal 5 ne se laisse pas intimider et dénonce : un personnage importante de la vie politique nationale est un prépuce !

— Si un jour, la loi est abrogée, nous donnerons le nom...



Arias Navarro a décidé de refaire de la politique parce que le pays a besoin de lui.

Jusqu'à cette heure, nous ignorons toujours de quel pays il s'agit.

THAILANDE

Selon l'ancien recteur de l'université de Thammasat

Les procès ont commencé contre les étudiants arrêtés après le coup d'Etat

Les grandes opérations militaires que le gouvernement thaïlandais a déclenchées contre les guérillas dans le sud du pays risquent de s'étendre dans le Nord ou le Nord-Est où d'importantes déportations de population ont été ordonnées. Mais ce qui retient

aujourd'hui l'attention, c'est le sort réservé aux étudiants inculpés après les événements d'octobre dernier. Certains procès ont en effet commencé, dans le plus grand secret.

Le docteur Puey signale la formation d'un comité inter-religieux à Bangkok, regroupant des catholiques, des protestants et des bouddhistes, qui enquête sur le sort des prisonniers politiques et de leurs familles.

Puey Ungphakorn et ses amis essayent, pour leur part, de mettre en place un centre de coordination et d'information à Londres. Ils veulent faire pression sur le gouvernement et le Congrès US. « Nous ne sommes pas des révolutionnaires, précise-t-il, notre but est d'assurer la paix et le développement du pays, d'aider les pauvres, et de recouvrer la liberté. »

condamnations à mort prononcées est très réel. Je vous conjure d'appeler à l'opinion publique internationale pour éviter cela. »

La répression est sévère. Durant les six mois qui ont suivi le coup militaire d'octobre, entre 3 et 5 000 autres personnes ont été arrêtées pour avoir « mis en danger la société ».

Certaines ont été relâchées, mais beaucoup doivent rester en prison. Mais le régime est-il pour autant stable, après l'échec du coup d'Etat fomenté le 26 mars par le général Chalard ? « Un seul général fut arrêté après cette tentative de coup, remarque Puey. Mais il y en avait d'autres derrière. Je pense en conséquence que le gouvernement Thanin est faible. »

« En Thaïlande, aujourd'hui, rajoute Puey, la profession d'astrologue est très prospère : les généraux les consultent... Dans la presse, ils publient des prévisions quant aux semaines favorables ou défavorables pour fomenté un coup d'Etat. Probablement que Chalard n'avait pas consulté le bon astrologue ! »

Face à cette répression, la résistance insurrectionnelle s'est renforcée. « Il y a maintenant beaucoup plus de combats que par le passé, comme par exemple dans le sud du pays. De nombreux étudiants, notamment les écoles normales, ont rejoint les communistes. » Les estimations concernant les départs pour les zones insurrectionnelles varient de 2 000 à

5 000, voir jusqu'à 10 000 et au-delà. « Sur la base de mes informations, mon estimation personnelle est que 3 000 étudiants ont rejoint les maquis. De toute façon, les guérillas ont connu un renfort qualitatif très important, recrutant pour la première fois de nombreux étudiants en médecine, sciences économiques, etc. »

Le Comité de solidarité avec le peuple thaï

Le Comité de solidarité avec le peuple thaï s'est constitué aux lendemains du coup d'Etat du 6 octobre. En coordination avec un groupe de Thaïlandais en France, il assure la publication de deux bulletins d'information, l'un en anglais (dix numéros parus), l'autre en français (trois numéros parus). Il vise à faire connaître au mieux à l'opinion publique l'évolution de la situation et des luttes en Thaïlande, à engager des initiatives de soutien.

Le Comité a été à l'initiative d'une déclaration dénonçant le coup d'Etat du 6 octobre et appelant au rétablissement des libertés démocratiques en Thaïlande, qui fut signée par le PCF, le PS, le PSU, les radicaux de gauche, la CGT et la CFDT (voir « Rouge » du 15 avril). Il a participé à la diffusion

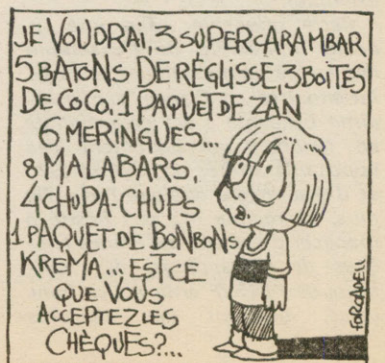
d'une pétition de l'Union des démocrates thaï exigeant la libération des étudiants arrêtés le 6 octobre. Après que l'ambassade de Thaïlande à Paris ait refusé de recevoir une délégation du Comité, la pétition lui a été envoyée. Plus de 1 800 signatures avaient été recueillies, en provenance de plusieurs pays occidentaux. Le Comité contribue à la coordination d'actions internationales.

Pour tout renseignement, écrire à l'Association de solidarité avec le peuple thaï, 68, rue de Babylone, 75007 Paris. Pour l'abonnement aux bulletins (60 F) ou le dépôt de fonds de solidarité, envoyer les chèques à Jean Guilvout, CCP 1273 69 W Limoges, avec la mention « Pour l'Association de solidarité avec le peuple thaï ».

Rencontre des PS à Madrid

La conférence des partis socialistes de l'Europe du Sud, qui regroupait à Madrid, François Mitterrand pour le PS français, Mario Soares pour le PS portugais, Bruno Craxi pour le PS italien et Felipe Gonzales pour le Parti socialiste ouvrier espagnol, s'est achevée hier dans la capitale espagnole. Plus qu'une définition d'une alternative méditerranéenne de la social-démocratie, difficilement envisageable quand on voit l'étendue des différences qui existent entre le PS français et les PS portugais et espagnol, par exemple sur la question des alliances avec le PC, il s'agit d'apporter un nouveau soutien au parti de Felipe Gonzales à la veille de l'ouverture de la campagne électorale.

La prochaine rencontre aura lieu au Portugal, à une date qui n'a pas encore été fixée. Les précédentes réunions s'étaient tenues à Latche, dans la demeure de François Mitterrand, en 1975, puis en janvier dernier, à Paris.





Dans une interview  
l'Express

## GISCARD: C'EST BARRE LE CHEF

Dans une importante interview à « l'Express », qui est parue ce lundi matin, Giscard définit sa tactique politique pré et post-électorale. Sortant de la position défensive qu'il avait manifestée lors de son entretien télévisé, au lendemain de débats violents de l'Assemblée nationale entre Barre et le PR, il réaffirme son projet et montre très agressif à l'égard du mouvement gaulliste. Rappelant d'abord qu'il aurait dissout l'Assemblée nationale, si la confiance avait été refusée au gouvernement, il précise ensuite : « Le point fort, c'est que, désormais, le gouvernement de M. Raymond Barre ne pourrait être renversé que par une motion de censure et donc, par le vote explicite de certains députés de la majorité avec les communistes et les socialistes. »

Mais, allant plus loin que le vendredi 29 avril sur le petit écran, il précise : « Dans le cas d'un texte dont le gouvernement considère qu'il est important pour son action, le gouvernement utilisera la procédure constitutionnelle de l'article 49 alinéa 3. » Cet article prévoyant qu'un texte de loi ou un simple amendement peut être adopté sans être voté, à condition qu'aucune motion de censure ne recueille, au Palais-Bourbon, la majorité absolue des suffrages, Giscard entend donc rappeler au RPR qu'il peut, s'il le veut, faire passer ses projets sur le Parlement européen ou la taxe professionnelle, en laissant la responsabilité à Chirac et ses amis de provoquer des élections législatives anticipées.

De façon plus générale, le président réaffirme son espoir de couper rapidement l'Union de la gauche en deux : « Si les Français écartent le Programme commun, il n'en résultera pas une nouvelle victoire passagère d'un camp sur l'autre, mais une modification en profondeur de la situation politique en France, ce qui lui permettra de dépasser ce qu'il y a d'excessif dans ses divisions actuelles. Non qu'il s'agisse pour moi de changer la majorité, mais bien au contraire de l'élargir. J'aspire profondément à une situation dans laquelle la France pourrait être gouvernée par des hommes représentant 60 à 65 % de sa population. »

Puis, il s'en prend violemment à Chirac : « Il y a eu, au printemps 1976, une campagne de critique du président de la République fondée sur le thème de la faiblesse ou de la fragilité. C'est une affaire qui a été trop orchestrée pour n'avoir pas été organisée. Elle ne venait nullement de la base. Elle ne venait pas de l'opposition car l'opposition menait son combat mais sans utiliser ces armes. »

Enfin, Giscard met les points sur les « i » à propos de la majorité : « Dans le débat de la semaine dernière, M. Debré a reconnu que M. Barre était le chef de la majorité (...) Je ne vois pas qui d'autre peut exercer cette fonction. La majorité n'est pas un parti, c'est un ensemble et c'est autour de la politique du gouvernement que la consultation s'organise par la force des choses. Le leader de la campagne majoritaire sera donc M. Raymond Barre. »

P.J.



François Mitterrand et Jean-Pierre Chevènement, l'un des animateurs du CERES qui semble peut apprécier les propos de son premier secrétaire (photo ADJA).

La réunion du comité directeur du Parti socialiste

## LA MAJORITE MAINTIENT SON OBJECTIF DE « NORMALISATION »

Faute de synthèse, il y aura deux motions au Congrès de Nantes

Comme il fallait s'y attendre (voir « Rouge » du vendredi 6 mai), le comité directeur du Parti socialiste, réuni samedi, ne s'est pas conclu par une synthèse des deux motions, celle de la majorité et celle du CERES, qui étaient présentées en vue du congrès de Nantes, du 17 au 19 juin prochains.

Claude Estier a déclaré devant la presse : « En dehors des problèmes politiques proprement dits, la direction du Parti posait comme condition préalable à toute synthèse la suppression de toute activité fractionniste... Tout en se déclarant, eux aussi, favorables à la synthèse, les porte-parole de la minorité n'ont pas répondu à cette question sur le fonctionnement intérieur du Parti. Le comité directeur a donc dû prendre acte que la synthèse n'était pas possible aujourd'hui. »

On sait que, dans le cadre de la normalisation du parti engagée par François Mitterrand, la direction majoritaire mettait comme préalable à toute discussion avec le CERES sa quasi-dissolution en tant que courant structuré, prélevant ses propres cotisations et organisant ses propres rencontres.

Le premier secrétaire n'entend

pas, en effet, se retrouver au gouvernement avec des instances dirigeantes du parti pouvant soudain désavouer l'action des ministres. D'où le ton à l'égard du CERES, mais aussi l'unanimité imposée dans les rangs même de la majorité pour avoir le droit de siéger.

### Le CERES sur la défensive

Si le CERES veut rester une minorité d'opposition, libre à lui, dit en substance la motion majoritaire, mais tout sera en place pour qu'il ne puisse pas sur certains points faire basculer le parti contre le gouvernement d'Union de la gauche. C'est ce qu'a repris Claude Estier devant les journalistes en précisant : « L'unité du parti n'est pas en cause. Depuis janvier 1975,

le Parti socialiste vit avec une majorité et une minorité. C'est pendant cette période qu'il est devenu le premier parti de France. L'unanimité n'est donc pas une condition de l'unité du parti et de son développement. »

De son côté, Jean-Pierre Chevènement, après avoir critiqué les « bureaucrates » qui, à la tête du parti, ont refusé a priori toute synthèse, a tenu à souligner que les possibilités restaient ouvertes pour le congrès : « Aucun courant ne doit être écarté par les autres. Le problème essentiel est celui d'une définition d'une base politique commune. »

Cette position, relativement défensive, traduit le sentiment de la majorité des leaders du CERES dont certains seraient même prêts à abandonner le sigle pour aboutir à la synthèse et à la réintégration dans la direction avant les échéances électorales. Mais ce sentiment est-il partagé par les militants ? Il reste un peu plus d'un mois à la minorité pour définir une tactique claire au congrès.

Pierre Julien

Rocard  
aux jeunes patrons:

• Le SMIC  
à 2 000 F, c'est  
bien suffisant

• Pas une  
nationalisation  
de plus  
pendant cinq ans

Après Georges Marchais au forum de l'Expansion, c'est Michel Rocard qui a tenté, vendredi, de convaincre les jeunes patrons des vertus d'un gouvernement de gauche. « La liberté d'entreprendre restera totale : le plan n'est qu'un indicateur des perspectives d'évolution d'une branche, à l'entreprise de prendre ses risques. » Et aux travailleurs qu'elle emploie d'en subir les conséquences... « La liste des nationalisations reste limitative pendant toute la durée de la législature. »

Rocard est-il donc d'accord avec Fabre qui veut supprimer du Programme commun la petite phrase qui précise que, sous certaines conditions, la nationalisation d'une entreprise pourra être prononcée à la demande des travailleurs ?

Quant au SMIC, Rocard le voit « à titre personnel, aux environs de 2 000 F ». La CFDT, elle, a expliqué qu'on ne peut pas vivre avec moins de 2 200 F par mois.

Elle vient de réaffirmer récemment qu'elle entendait jalousement préserver l'autarcie de la CFDT à l'égard des partis de gauche, PS inclus. Gageons que Syndicalisme-Hebdo ne manquera donc pas de relever cette prise de position surprenante et de dire qu'en pense la CFDT.

D.C.

## Les assises des « révolutionnaires pour l'autogestion » se sont tenues ce week-end

### Les convergences difficiles

« Vers l'organisation des révolutionnaires pour l'autogestion », pouvait-on lire sur la banderole accrochée au-dessus de l'estrade. Certes, là était la « convergence » de ceux qui, venus de la LCR (une centaine), de l'OCT (une trentaine) ou d'ailleurs, avaient répondu à l'appel d'une partie de la tendance B du PSU, et qui ont tenté durant le week-end de clarifier les modalités d'une possible intervention politique commune. Mais les convergences sont parfois difficiles. La perspective d'une organisation est

La convergence suppose qu'on vient d'horizons différents. Le week-end a donc commencé par des réunions séparées entre les différentes composantes des assises, la plus décisive sans doute étant celle des camarades de la tendance B. Pour eux se posait la question : oui ou non, faut-il consommer la rupture avec le PSU ? La rupture, comme il fallait s'y attendre a été votée à une écrasante majorité. Elle se concrétisera sous peu par une « lettre ouverte » explicative aux militants du PSU.

Il a été ensuite discuté le texte de référence « Perspectives nouvelles pour le contrôle et l'autogestion des travailleurs ». Si ce texte, rédigé par le collectif de préparation des assises, recueillait l'adhésion la plus large, sa discussion commençait cependant à laisser entrevoir les débats qui allaient

s'intensifier par la suite. Ce débat, comme on s'en doute, a essentiellement porté sur la nature de l'organisation à construire et sur les rythmes et modalités de cette construction. Organisation politique communiste ou « organisation-mouvement » ? Entre le centralisme démocratique et le fédéralisme : que faire ? Sans être bien sûr aussi nettement tranchés, tels semblaient être les pôles du débat.

Les travaux en commission : entreprises, femmes, jeunes, homosexuels, agricole, santé, international, luttes urbaines-écologie, fonctionnement, ont permis de faire avancer les débats, de définir les axes d'un plan d'action.

Une mauvaise préparation, critiquée par de nombreux militants, rendait le débat particulièrement confus. Le texte proposé par Mau-

fixée. Les conditions de débats et d'expériences communes sont précisées, permettant de tester la validité du projet.

Mais c'est maintenant que les vrais problèmes commencent. La critique des expériences vécues au PSU, à la LCR, à l'OCT définissent un projet en négatif. Le week-end a largement montré que sur le projet positif, des ambiguïtés (et même parfois une claire hétérogénéité) se faisaient jour. Ce qu'on rejette ne permet pas nécessairement de durables convergences.

rice Najman était passé au crible. Selon certains, il anticipait trop sur les perspectives, sur les fameuses « convergences ». Son noyau dur se définit par un extrait.

Il définit la nécessité d'un « regroupement politique dans une organisation distincte, des partisans communistes de l'autogestion. C'est par la lutte directe sur les bases du programme révolutionnaire et autogestionnaire qu'une restructuration de l'extrême gauche peut avoir lieu, et que la recomposition d'ensemble du mouvement ouvrier peut aboutir. Ce processus peut et doit débiter tout de suite ! ». Ayant à se définir à titre indicatif — le départ de certains camarades de province impliquant un tel vote — l'assemblée se découpait ainsi : en faveur du projet de résolution :

175 ; contre : 13 ; abstentions : 40 ; ne prennent pas part au vote : 70. (A l'heure où nous écrivons, la bataille d'amendements n'est pas encore achevée.)

Un collectif d'animation nationale devrait donc sortir de ce week-end (composé de camarades élus sur la base des régions, des secteurs, et sur la base de listes ouvertes). C'est à lui que reviendra l'animation de campagnes du débat politique (bulletin public de discussion, stages régionaux et de secteurs), l'animation et la coordination de l'activité (réunions nationales et publication d'un organe d'intervention).

Selon la résolution Najman, le fonctionnement provisoire des groupes, cellules et comités communistes pour l'autogestion et du collectif national devrait permettre l'expérience et le débat nécessaire, pour être en mesure de poser la question de la tenue d'un congrès constituant de la nouvelle organisation, à une échéance se situant au cours de l'automne 1977 (1).

J.-F. Vilar

(1) Ces extraits de résolution sont donnés sous réserves d'amendements.



## La Loire à gauche après les municipales

# 1/ Durafour et Pinay à la recherche d'un emploi

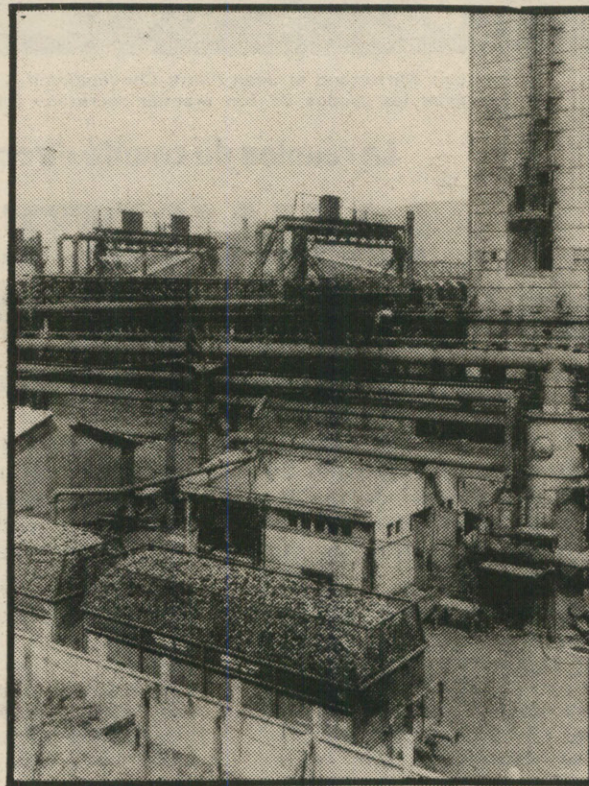
Le département de la Loire est l'un des cas les plus significatifs de la poussée à gauche enregistrée lors des municipales. Les trois villes de plus de 30 000 habitants (Saint-Etienne, Saint-Chamond et Roanne) ont été conquises par des listes d'Union de la gauche, ainsi que de nombreuses communes industrielles des vallées de l'Ondaine et du Gier.

La surprise la plus grande est peut-être stéphanoise, mais que dire, par exemple, des 63,8 % recueillis par la gauche à Rive-de-Gier gravement atteinte par les licenciements ? Dans cette poussée générale, les révolutionnaires ont rassemblé 3,2 % des voix à Saint-Etienne et, fait notable, ont pu s'exprimer au meeting de l'Union de la gauche, entre les deux tours, pour expliquer leur consigne de vote.

A peine installées, les nouvelles municipalités vont devoir faire face au grave problème du

chômage particulièrement important dans la région. Ainsi qu'aux petites manœuvres de la bourgeoisie locale qui monte en épingle, par exemple, l'affaire de Manufrance. Sous prétexte d'une participation de la municipalité à 29 % du capital, la direction voudrait, en effet, lui faire endosser le démantèlement du secteur de production qui fabrique les armes, les cycles et les machines à coudre.

« Nous n'avons ni la vocation ni l'ambition de diriger Manufrance », a répondu Joseph Sanguedo, le nouveau maire communiste de Saint-Etienne. Sans avancer guère de solution pour les travailleurs menacés. Il est vrai que les nouveaux élus de gauche ont précisé qu'ils ne s'engageaient pas à lutter victorieusement contre le chômage, indépendamment d'une victoire de l'Union de la gauche en... 1978.



est une « double victoire de la classe ouvrière et des couches populaires contre la bourgeoisie locale et des militants contre les notables ».

Il faut dire que, là-bas, la « gauche » fut historiquement représentée par de bedonnants radicaux, la SFIO n'ayant jamais trouvé une assise sociale comparable à celle du PC qui construisit son organisation, dès 1936, dans la vallée des mines de l'Ondaine. Ceci expliquant cela, l'étiquette « radical » a toujours valu à son porteur une crédibilité antigouvernementale, surtout depuis l'avènement du gaullisme. Durafour en a longuement profité.

### Plus rien à gérer pour la droite

Mal lui en prit de devenir ministre. Comme l'explique justement Paul Chomat, premier adjoint et secrétaire fédéral du PC (2), « c'est une des raisons qui ont rendu possible la victoire de l'Union de la gauche ». A quoi il faut ajouter le renouveau du mouvement ouvrier, par le biais de la CFDT en particulier, et la crédibilité accrue d'un PC dont la XXII<sup>e</sup> Congrès a incontestablement changé l'image de marque. En menant un campagne d'hystérie anticommuniste, Durafour a sûrement rendu plus crédible aux yeux des Stéphanois l'idée d'une « union du peuple de France ». Le basculement d'un électoralat que les sociologues qualifieraient de « modéré » vers une liste conduite par un dirigeant historique du PC en est la preuve évidente.

C'est aussi un centriste vagueur d'« opposition » qui régnait sur Roanne depuis dix-huit ans, main dans la main avec les notables de la SFIO. « Nous avons imposé, en 1973, un choix clair à ces élus, explique le nouveau maire Jean Auroux, socialiste qui se dit proche du CERES. Ceux qui sont restés à la mairie ont été exclus du parti. » Et la liste d'Union de la gauche est passée facilement, entraînant dans son sillage la plupart des communes avoisinantes du bassin roannais...

« Hécatombe des notables » titrait le Progrès l'année dernière après le deuxième tour des cantonales. « La droite balayée » aurait-il pu titrer cette année. Il ne reste plus à celui-ci, en effet, que quelques communes sans importance à gérer, face à un tissu urbain conquis par l'Union de la gauche. Mais les municipalités nouvellement élues ont vite fait savoir qu'en matière d'emploi, il n'y aucune illusion à se faire et que la seule solution, c'était... 1978.

(1) Voir l'article sur « le Parti socialiste dans la Loire » (« Rouge » du vendredi 25 juin 1976).  
(2) Dont on lira l'interview demain.

### Saint-Etienne : de notre envoyé spécial.

Zola n'est pas tout à fait mort là-bas. En remontant de Firminy à Rive-de-Gier les cinquante bornes des étroites vallées de l'Ondaine et du Gier, le décor n'a pas beaucoup bougé depuis la fin du siècle dernier. L'autoroute s'est bien glissée dans le creux du vallon, l'herbe drue a repoussé sur les crassiers vestiges de l'âge d'or du charbon et les HLM ont champignonné sur les collines avoisinantes. Mais les rues des cités minières sont toujours là, jalonnées d'usines de brique rouge crachant d'épaisses fumées noirâtres, bordées de maisonnettes grises et délabrées, raccordant indéfiniment les villes et les bourgs sans qu'on sache jamais exactement dans quelle commune on se trouve.

Grosse différence dans le paysage urbain, néanmoins, les Casinos. Avec Manufrance, c'est un peu la poule aux œufs d'or de la région stéphanoise. La chaîne de magasins qui domine le marché régional — il est impossible là-bas d'acheter un morceau de beurre ou un yoghourt ailleurs que dans un Casino — est curieusement la première entreprise locale par son chiffre d'affaires et employait, en 1972, près de 3 500 personnes dans le seul département de la Loire.

Curieusement, parce que l'économie du coin est essentiellement industrielle, Saint-Etienne et Roanne, les deux pôles du département, étaient des villes à très forte concentration ouvrière. 46,8 % de la population de la préfecture était encore en 1968 classée à la rubrique « ouvriers », ce qui constitue une proportion remarquable pour une ville-centre d'agglomération urbaine.

### Le repli des trusts sidérurgiques

Une aciérie à l'est, une autre à l'ouest, des ateliers vieillots au sud et une zone industrielle toute neuve au nord ; de quelque côté qu'on aborde la région stéphanoise, les usines sont là. Les derniers grands puits ont fermé, il y a quelques années, laissant derrière eux un paysage aux traces indélébiles, et l'essentiel de l'activité se concentre maintenant dans les industries du fer et de l'acier qui emploient à elles seules la moitié de la population active industrielle.

Les maîtres de forges ont aujourd'hui pour nom Creusot-Loire, Bennes-Marrel, Mavilor ou Peugeot. Quand ils n'embauchent plus, ils réduisent progressivement leurs activités. Dans le secteur du verre, BSN a même annoncé 352 licenciements à son unité de Rive-de-Gier qui, avec 1 000 chômeurs pour 17 000 habitants, est déjà violemment atteinte par la politique de repli des trusts sidérurgiques. Le 8 mars, une journée « ville morte » et une manifestation de 5 000 personnes avaient témoigné de la combativité pour défendre l'emploi.

Même problèmes, plus au nord, à Roanne. L'ARCT, la plus grosse boîte de la zone, spécialisée dans la fabrication de machines pour l'industrie textile, vient de se voir autoriser par le ministère, il y a quelques semaines, 200 licenciements que l'inspection du travail avait précédemment refusés. Licenciements qui risquent de faire bouler de neige dans la deuxième ville « bonnetière » de France, après Troyes, où l'emploi féminin, rémunéré souvent à domicile à des conditions misérables, est particulièrement élevé.

Un département à composition sociologique très « ouvrière », une tradition de luttes qui remontent à la grande crise des années « 1880 », quand les Houillères du Nord supplantèrent les industries minières locales, un puissant syndicalisme qui garde des racines dans la vieille tradition « libertaire » — qui aurait cru, la veille du premier tour des municipales, qu'à l'exception de Firminy, dirigée par une municipalité à majorité communiste, l'ensemble des centres industriels et les trois villes du coin de plus de 30 000 habitants étaient tenues par la droite ?

Quarante-huit ans : c'est la durée du mandat de Pinay à la mairie de Saint-Chamond, banlieue industrielle de Saint-Etienne ! Installé en 1929, le « petit monsieur au chapeau rond » avait récupéré ses fonctions après une attitude de collaboration plus ou moins ouverte pendant la guerre. Jouant sur son image de marque — « cet homme si simple qu'on voyait passer à pied dans la rue », raconte un patron de bistrot déboussolé par la retraite de son maire — Pinay a voulu installer un successeur à la mairie.

Mais Saint-Chamond a basculé, à la surprise générale. Jacky Teillol, secrétaire de la section du PC, énumère une série de raisons : « Les travailleurs en ont assez du plan Barre. Et puis, la liste de droite n'était pas crédible. Alors les gens ont fait confiance à notre liste d'union. Parce qu'ils voulaient le changement. » Changement, en tout cas, drôlement brutal dans une ville qui, après 1936, avait connu sa première manifesta-

tion ouvrière en... 1968. Dans une ville où le Parti communiste n'a jamais été très puissant et où le Parti socialiste, avant de désigner un candidat-maire importé et des conseillers dont bien peu semblent avoir leur carte en poche, comprenait plusieurs sections — deux ou trois, personne ne sait — qui ne se parlaient jamais !

### L'union du peuple de France à Saint-Etienne ?

Surprise à Saint-Chamond, donc, mais à Saint-Etienne aussi. La luxueuse mairie où régna la dynastie Durafour — le père de l'actuel ministre, Antoine, était un radical bon teint — connaît désormais le va-et-vient permanent de délégations de travailleurs qui viennent demander audience à « leurs » élus. Joseph Sanguedo, ancien mineur, et maire PC, ne chôme guère à la tête d'une équipe qui comprend vingt-deux communistes, quinze socialistes, cinq radicaux de gauche et trois PSU ayant signé, au passage, un accord municipal stipulant : « Les mesures proposées se placent dans la perspective du Programme commun de gouvernement de la gauche, dont l'application ouvrirait la porte à des changements réels... »

André Garnier, nouvel élu, ancien PSU qui a rallié le PS au moment des Assises pour le socialisme mais, cas spécial dans la Loire, en rejoignant le CERES (1), pense que le succès de la gauche dans la première ville ouvrière de France

### L'atome pacifique ? Un coup de bluff !

Le Comité antinucléaire Malville de Grenoble estime « que le nouveau procédé français d'enrichissement d'uranium est un fantastique coup de bluff savamment orchestré. » En effet, selon le Comité Malville, « dans les réacteurs nucléaires classiques et surtout dans les surrégénérateurs, il se forme du plutonium pendant le fonctionnement pendant le fonctionnement de la centrale, plutonium qui peut servir de combustible pour des bombes.

### Les Krupp et les Thyssen

Quelques centaines de personnes seulement au rassemblement régional du PCF, samedi à Thionville. Il s'agissait de défendre la « nationalisation nécessaire de la sidérurgie » non pour défendre d'abord l'emploi, mais « pour s'imposer dans le cartel européen. Sinon, ce sont les Krupp et les Thyssen qui feront la loi chez nous. » (sic) Dans leurs discours bleu-blanc-rouge, les dirigeants du PCF ont omis de parler des indemnités qu'ils envisagent pour les de Wendel et cie.

### Combien pèse la bête des Vosges ?

Elle n'a pas fini de faire parler d'elle, la « bête des Vosges ». Cette fois, ce sont huit moutons qu'elle s'est mise sous la dent, dans la région de Jussarupt. Ce ne devrait pourtant pas être difficile de l'attraper. Avec tout ce qu'elle bouffe, elle doit maintenant ressembler à un hippopotame. Les militaires qui s'y sont mis n'ont pas eu plus de chance que les civils. Comme quoi douze mois de service militaire, ça sert vraiment pas à grand-chose.

Demain:

Une interview de Paul Chomat, secrétaire fédéral du PC de la Loire



Une locataire accusée par son propriétaire de «tenir une maison»

# SURFACE CORRIGEE ET MAISON DE TOLERANCE

C'est un procès exemplaire qui viendra, le 12 mai prochain, devant la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle du tribunal de Paris. Liliane Bedel, la plaignante, y attaque son propriétaire, M. Lévy, pour dénonciation calomnieuse. Ce dernier a en effet accusé sa locataire d'utiliser le logement qu'il lui loue pour

exploiter une maison de tolérance. Mais, comme par hasard, il l'a fait au moment où celle-ci contestait le montant de son loyer. Les temps sont-ils si durs pour les propriétaires qu'ils ne peuvent faire prévaloir leurs droits sans accuser leurs locataires de se livrer à la prostitution ?

Tout commence en 1971, quand Liliane Bedel loue, avec son ami, un petit studio de 17 m<sup>2</sup>, dépourvu de tout confort. Coût de location : 550 F par mois. Deux ans plus tard, Liliane Bedel se sépare de son ami. Dactylo intérimaire, elle gagne à cette époque 1 100 F par mois. Une fédération de locataires lui apprend bientôt que son logement, vieux et inconfortable, est protégé par la loi de 1948 qui limite strictement les loyers. Un rapide calcul fait par un spécialiste indique que celui-ci ne peut dépasser 117 F et Liliane Bedel signifie la chose à son propriétaire. Elle tentera même de s'arranger à l'amiable avec lui. Refus du propriétaire. On ira donc en justice pour régler le différent.

Et c'est là que le propriétaire contre-attaque. Il saisit le procureur de la République d'une plainte qui indique que sa locataire utilise le logement « à des fins interdites par la loi ». Non seulement, dit-il en substance, elle utilise le loge-

ment comme maison de tolérance, mais, en plus, il se pourrait bien qu'elle y commette d'autres délits (pas autrement spécifiés !).

Réaction classique d'un propriétaire qui entend appeler à la rescousse de ses intérêts un parquet frétilant de sévir. La manœuvre échouera : non seulement l'expert nommé par le tribunal jugera que les lieux sont « bourgeoisement occupés », mais le propriétaire, voyant le tour que prennent les choses, préférera retirer sa plainte. Quelque temps après, le tribunal le condamnera à rembourser à Liliane Bedel le trop-perçu des loyers. Il a, bien sûr, fait appel.

Mais la plainte, avant d'être classée par le parquet, est allée son petit bonhomme de chemin. Des policiers sont venus sur place faire une enquête, ont interrogé, machine à écrire sous le bras, tous les voisins qu'ils ont pu rencontrer. Négatif, rien à signaler, tout est normal. Liliane Bedel en sort ren-

forcée : c'est elle qui va porter plainte pour dénonciation calomnieuse en se constituant partie civile.

Un juge d'instruction est nommé, dont la première initiative est de refaire faire l'enquête de voisinage, dans la maison de Liliane Bedel. Re-flics chez les voisins, re-interrogatoires et, cette fois, les réponses sont différentes. Liliane Bedel ? « Elle monte tout le temps avec des hommes, mais je ne vois rien car ma porte est fermée », dit un voisin qui ne s'aperçoit visiblement pas du caractère contradictoire de son témoignage. Un autre renchérit, toujours dans la même veine : « Je ne sais pas, je ne les vois pas, mais je peux vous dire que ça défile. » Pardi ! Les flics une fois, c'est normal, mais deux fois c'est qu'il doit y avoir quelque chose. Alors on se libère de ses fantasmes. Surtout que Liliane Bedel est une femme seule, qui travaille tard le soir avec des « artistes » (elle monte des exposi-

tions), reçoit beaucoup chez elle et, parfois, discute fort. Pour ces vieilles gens que sont ses voisins, elle est « l'autre ». Et il n'en faut pas beaucoup pour qu'une voisine parle « d'orgies » : juste la question d'un flic qui, sur commission rogatoire du juge d'instruction, demande brutalement : « *Etait-il question d'orgies bruyantes organisées dans cette appartement par des personnes douteuses et de moralité précaire ?* » De la suggestion au témoignage, le pas est souvent étroit.

Le 12 mai prochain, le tribunal dira si M. Lévy, inculpé, est coupable de dénonciation calomnieuse. Mais Liliane Bedel, quel que soit le verdict, restera profondément traumatisée par cette affaire. Ses voisins la regardent peu ou prou comme « la putain », et l'avocat de son adversaire ne manquera pas — c'est la règle dans ce genre de jeu — d'utiliser tous les ragots possibles pour tenter de faire gagner son client qui risque quand même six mois à cinq ans de prison. « *Le procès, ça va être dur pour moi*, dit Liliane Bedel, *mais j'ai décidé d'y aller car il y a sûrement d'autres femmes à qui c'est arrivé. Au moins, que ça se sache et qu'on ne se laisse plus faire.* »  
Georges Marion

## Faites chauffer...

Instits suppléants  
en lutte

Les instituteurs suppléants de l'Essonne sont en lutte depuis plusieurs mois pour l'abrogation de la loi du 27 juillet 1976 stipulant que la liste des instituteurs remplaçants est désormais fermée, alors qu'elle était dans le passé la voie d'accès à la titularisation pour les suppléants. L'unique solution pour conserver leur emploi reste alors le concours d'entrée à l'École normale, réservée au moins de 22 ans et limitée par le nombre de places sofferes. Refusant donc de rester suppléants à vie (payés à la journée de travail effectué, repris au plus tôt en novembre, payés lors des vacances sur l'équivalent du quart du travail effectué dans l'année), ils exigent l'inscription immédiate de tous les suppléants sur la liste des remplaçants. On peut les contacter en écrivant à Bruno Tanyeres, 47, rue Gaston Vial, 91 270 Vigneux-sur-Seine.

Fascistes  
au lycée Corneille  
de Rouen

Le 29 avril dernier, un commando de cinq membres du Front de la jeunesse, organisation d'extrême droite, est venu réaliser au lycée Corneille de Rouen, une « diffusion » de tracts bien particulière, avec casques intégraux et appareils photo, munis d'un télé objectif. Quelques lycéens antifascistes leur ont lancé des pierres, l'un d'eux a répondu en sortant une arme à feu et tirant sur la porte du lycée ! Dans un communiqué commun, le SGEN de l'établissement, le SNES, les agents de service FEN, l'UNCAL, les parents Cornec, le Comité de lutte et l'ensemble des lycéens dénoncent cette agression.

## «LES LILAS» TOUJOURS MENACES

Une centaine de personnes seulement ont assisté au meeting de défense de la maternité des Lilas samedi à la Bourse du travail de Paris (1). La démobilité est prématurée car la maternité est toujours menacée et l'administrateur provisoire tente de reprendre les choses en main. Le personnel lui-même est débordé par le rythme de travail qui lui est imposé par les médecins qui contrôlent le nombre des entrées. Aussi des contradictions surgissent-elles entre la défense de la « méthode des Lilas », basée sur la disponibilité et l'échange entre le personnel et les usagers, et le manque de moyens matériels et physiques ; c'est une difficulté, difficile à surmonter, pour la lutte. Les débats des commissions ont souligné la nécessité de la prise en charge de la question femme par l'organisation syndicale et l'intérêt d'actions unitaires (Planning familial, groupes femmes, CFDT...) dans la lutte pour la liberté de l'avortement, pour la contraception et pour l'ouverture de centres d'orthogénie.

La lutte pour défendre les Lilas a besoin d'un second souffle, il est encore à trouver.

« Quans les Lilas reflourissent », une brochure sortie par la CFDT, très informée, très chouette et 5 F seulement. C'est un bon moyen pour relancer l'information et la mobilisation. Disponible auprès des syndicats santé-sociaux CFDT aux Lilas.

(1) Organisé par l'URP-CFDT, avec la participation du Planning familial, des groupes femmes, de Choisir et de la commission « femmes travailleuses » de l'URP-CFDT.

### Les « fourmis »

Il faudra dix jours, jusqu'au 18 mai, pour que le tribunal de Lons-le-Saunier rende son jugement dans le procès des « fourmis » accusées de trafic de drogue.

## Le Congrès du MAJ à Lyon

# Comment lutter dans et contre la justice?

Les 6, 7 et 8 mai, à St-Germain, au Mont-Dore, dans la région lyonnaise, s'est tenu le congrès annuel du Mouvement d'action judiciaire (MAJ), une centaine d'adhérents répartis en sections couvrant toutes les cours d'appels, une majorité d'avocats). Le thème en était : « Le MAJ, les luttes et l'appareil judiciaire. »

La journée du 6 a été consacrée à l'activité internationale du MAJ, contre la montée de la répression en Europe de l'Ouest et son institutionnalisation dans le cadre de l'inquiétante « Convention européenne antiterroriste ».

Samedi, les congressistes ont abordé le thème central du congrès : « Analyse et nouvelle forme de lutte » : luttes syndicales, luttes antinucléaires, luttes des femmes... et leurs répercussions sur l'appareil judiciaire. Rappelons que le MAJ se veut un mouvement multi-professionnel « ... Qui regroupe tous ceux qui sont prêts à lutter en son sein et qui se reconnaissent dans ses analyses ». Aujourd'hui, il est majoritairement composé d'avocats et d'étudiants en droit.

Pour autant, il a vocation de réunir, en un même mouvement, des

représentants d'autres professions liées à l'appareil judiciaire (magistrats, inspecteurs du travail, éducateurs, etc.). Ceci, en fonction de la compréhension qu'une « défense » ne peut se limiter aux seuls techniciens du droit, mais doit s'appuyer sur un rapport de forces extérieur à l'appareil judiciaire pour pouvoir redonner toute leur dimension sociale, politique, aux conflits.

Cette démarche a connu des succès sans conteste comme en témoigne les nouveaux types de défense collective adoptés et les mobilisations de masse suscitées autour des procès de Bobigny (avortement), Draguignan (soldats), ou lors de la répression contre les comités de soldats en 1975 (publication des « dossiers » vides) par exemple. Mais dans ce document préparatoire, le MAJ ne masque pas les difficultés qu'il a ren-

contrées pour impulser ses actions : « *Tout ce passe un peu comme s'il était « à la traîne » des actions menées par l'extérieur.* »

« *Enfin, nous faisons passer, semble-t-il, la critique avant la construction positive* » : il est clair à ce sujet que le MAJ n'a jamais parlé, et pour cause, de la justice qu'il voulait ce qui créait un vaste débat global sur le socialisme que nous voulons.

Ainsi la critique du groupe femmes parisien (composé d'avocates) mettant en avant la question de la « pratique professionnelle » et soulevant le problème de la crise matérielle et idéologique profonde de la profession, traduisait un profond désarroi par rapport à des difficultés réelles. Celles d'un mouvement de radicalisation issu de 1968 qui, aujourd'hui, doit délimiter avec plus de précision son terrain d'intervention et ses objectifs spécifiques, dans la perspective de l'après-1978. D'un mouvement « au carrefour » des luttes sociales, de leur prolongement nécessaire au sein de l'appareil judiciaire et en conséquence qui se doit d'affiner ses rapports à l'ensemble du mouvement ouvrier et populaire, aux stratégies qui le traversent à l'orée de 1978. La question est posée clairement dans la conclusion d'un document sur les « luttes dans l'institution judiciaire ».

« *Il apparaît nécessaire aujourd'hui de travailler dans deux directions vers un déclassement des luttes menées par les organisations judiciaires, sans nier les différences de nature entre les différents participants à l'institution judiciaire et donc sans nier la possibilité pour chacun d'entre eux de mener des luttes spécifiques... et vers une liaison de ces luttes avec celles du mouvement populaire.* » Le MAJ pourra-t-il les résoudre seul ?  
Correspondant Lyon

### Avec « la tête en bas »

Beaucoup de monde samedi à Angers à la fête dans la rue Saint-Laud, où se trouve la librairie « la Tête en bas » récemment victime d'un attentat. La librairie 71 de Nantes et « la Taupe » du Mans, elles aussi visées par des cocktails Molotov, le groupe femmes, la LCR, l'OCT et des syndicalistes étaient là.

### Nouveau quotidien du PC en octobre

Le PCF vient d'annoncer qu'au mois d'octobre, il éditera un nouveau quotidien régional, « le Point du jour », dans les départements du Rhône, de la Loire et de l'Isère.

### Une boutique de droit dans le 15<sup>ème</sup>

« Quotidiennement, chacun d'entre nous est confronté à des problèmes juridiques : licenciement, loyers élevés et expulsions, divorce et garde d'enfants, carte de séjour et de travail... »

« A la boutique de droit du XV<sup>e</sup> arrondissement, 119, rue des Morillons, nous tenons une permanence tous les vendredis de 19 h à 20 h 30. Venez pour connaître vos droits et ne plus affronter isolés la machine judiciaire. »

## Mobilisation des étudiants en médecine

Partie des centres hospitaliers universitaires de Necker et Broussais à Paris, la grève des étudiants en médecine, pour la rémunération des stages et des gardes en hôpital sur la base du SMIC horaire et contre le projet Fougère de réforme des études de médecine qui accroît la sélection et ferait passer le nombre des étudiants de 9 000 à 6 000, s'étend. Une coordination nationale s'est tenue mercredi 4 mai à Paris. Les étudiants envisagent d'organiser des états généraux de la santé, parallèlement au « salon de médecin ». Nous reviendrons prochainement sur ce mouvement.

## A l'IUT de Nantes

Depuis le 12 avril, la quasi-totalité des enseignements du département informatique de l'IUT de Nantes est arrêtée pour protester contre les suppressions de postes dans ce secteur.

## Politisation, Haby continue

Confirmant l'importance de ce thème comme cheval de bataille électoral dans l'enseignement, au même titre que la nationalisation de l'enseignement privé, Haby est revenu, jeudi 5 mai, sur la « politisation de l'enseignement » au congrès des parents délégués autonomes, qui sont, bien sûr, tout ce qu'il y a de plus politisés... à droite. André Henry a, de son côté, écrit au nom de la FEN à Barre pour critiquer ce « dénigrement et ce procès public » et pour défendre une laïcité qui soit « tout le contraire de la passivité » et qui ne soit pas « neutre ».



**Eboueurs: les luttes se déplacent**

## MARSEILLE SANS BENNE MARDI ET MERCREDI

La lettre ouverte dont nous publions des extraits met en cause l'attitude anti-ouvrière du maire de Marseille à l'occasion du 1<sup>er</sup> Mai : lors de la journée revendicative du 28 avril, et plus généralement à l'égard du syndicat CGT des municipaux.

Gaston Defferre s'appuie traditionnellement sur un syndicat FO dont les sommets sont liés à l'appareil municipal. Defferre s'est signalé en juil-

let 1976 en faisant appel à l'armée pour briser la grève des éboueurs. Les syndicats CGT et CFDT se développent chez les municipaux, rejoints par un nombre important d'adhérents et de militants FO. Les incidents fréquents avec le maire de Marseille ne sont pas sans relation avec la situation issue des municipales, le PCF refusant de se lier à une majorité defferriste qui avait refusé un accord dès le premier tour.

### Lettre ouverte à Gaston Defferre

par le syndicat CGT des Municipaux de Marseille

« Monsieur le maire de la ville de Marseille,

« Le 1<sup>er</sup> Mai est un jour de fête légale en vertu du code du travail qui pose d'ailleurs le principe d'interdiction de travailler pendant cette journée. De plus, cette année, le 1<sup>er</sup> Mai se trouvant être un dimanche, « l'employeur » se doit de respecter le repos hebdomadaire. Comme tous les travailleurs les agents communaux CGT de notre ville ont décidé de faire du 1<sup>er</sup> Mai une journée de manifesta-

tion, de revendication et d'action.

« La décision de nos camarades semble avoir provoqué de votre part une vive réaction qui ne peut être digne d'un maire parlementaire signataire du Programme commun de la gauche. En effet, mettre tout en œuvre pour contrecarrer l'action de la CGT, remplacer les agents ayant cessé le travail par du personnel ne l'effectuant pas d'ordinaire, recruter du personnel dans un service extérieur à son affecta-

tion en lui octroyant des jours de congés compensateurs (3 ou 4) pour lui faire jouer le rôle de briseur de l'action, sont-ce là des actes allant dans le sens du libre exercice du droit syndical et de la liberté... »

« Nous pensons également qu'une telle attitude porte atteinte à la crédibilité du Programme commun que vous défendez sur le plan national et que vous n'appliquez pas sur le plan local... »

## FO, CGT, CFDT APPELLENT A LA GREVE

Mardi 10 et dimanche 11 mai, les municipaux de Marseille seront en grève. Les ordures ménagères, au moins 200 tonnes pour les deux jours, ne seront pas ramassées dans les rues de la ville.

L'appel a été lancé par FO, ce qui n'est pas courant, contre « les pouvoirs de tutelle qui conduisent à la destruction de la politique conventionnelle », les plans Barre I et II « qui bloquent les salaires et laissent courir les prix ». C'est le préfet qui est visé, qui aurait refusé des améliorations que Defferre aurait accordées.

Pourquoi la direction FO appelle-t-elle à la grève ? Les élections au comité paritaire sont proches. FO tente de redorer son blason auprès d'un personnel dont elle maîtrise de moins en moins les réactions.

La CGT se déclare pour un « puissant front syndical commun », « prête à rencontrer les responsables », « pour une action unitaire de grande ampleur », contre le plan Barre, mais aussi pour les revendications locales qui dépendent de la municipalité : la prime du matin comme à Paris,

l'étalement des vacances sur quatre mois au lieu de six, etc., revendications fortement ressenties par les travailleurs.

Le mouvement des 10 et 11 mai sera massivement suivi, et la CFDT y appelle également. Mais pour déboucher sur une victoire, le problème de l'après se pose. Continuer après ces deux jours ou préparer le terrain plus longuement en liaison avec la grève nationale de la fin mai ? A coup sûr, cette question dominera les discussions pendant ces deux jours de lutte.

Correspondant

### Catalogne-Nord

## Mort aux vaches et aux promoteurs !

Canavelles, c'est un petit village de Catalogne-Nord au contrefort du plateau Cerdan, à quelques kilomètres de Prades, où aujourd'hui au dizaine d'enfants, leurs parents et quelques autres — les vieux qui veulent mourir au pays — sont installés. La plupart vivent des récoltes de leurs terrasses gagnées sur les terres abandonnées de l'exode.

Perpignan de notre correspondant.

Canavelles, ce sont aussi des chemins impraticables, un hameau mal desservi, des gosses sans école. Le tout dans une région condamnée.

A Canavelles, une société à capitaux belges s'est installée, la Californienne, élève un troupeau de 600 bêtes à cornes. Durant l'hiver, le scandale a éclaté. A plusieurs reprises, des vaches crevées ont été découvertes au milieu des récoltes. Les 600 bêtes du troupeau en question n'épargnent ni les potagers ni les cultures. Il leur arrive parfois de charger les habitants. L'état sanitaire du troupeau n'est pas réglementaire. Les plaintes se multiplient sans écho. Seules réponses des pouvoirs publics, des intimidations. Voilà même que des perquisitions ont eu lieu chez les jeunes agriculteurs... Arrive une saisie du Crédit agricole au détriment de la société en question qui ne rembourse pas

ses dettes. 20 hectares à Canavelles, c'est peut-être la chance qui tourne pour les jeunes agriculteurs ! Mais une société dénommée les Chalets de Villefranche veut racheter.

Le Crédit agricole en première clientèle demande 4 millions pour le lot, soit le double de sa valeur. La SAFER, de son côté, déclare ne pouvoir rien faire, le prix étant trop élevé. Les jeunes agriculteurs ont constitué, comme au Larzac, un GFA (Groupement foncier agricole) de lutte, où le maximum d'associations, d'individus peuvent souscrire.

L'adjudication définitive a lieu à Perpignan, le 13 mai. De son côté, le SDJ-MODEF engage la bataille du soutien en s'adressant aux partis et aux syndicats. « Pour nous, jeunes du MODEF, la lutte des Garrotxes, et en particulier Canavelles, pose plusieurs problèmes clés : — Qui doit contrôler la destina-

tion et la valeur des terres et comment ?

— Voulons-nous oui ou non d'une agriculture de montagne ?

— Comment concevons-nous l'aménagement de l'arrière-pays ?

— Quelles vocations prêtons-nous à notre département ? »

Lutant de points ouverts à la discussion. Ceci dit, nous devons dans l'immédiat soutenir cette lutte dont les échéances sont proches.

Il est certain que cette mobilisation gênera les partis de gauche qui sont d'ores et déjà prêts à accepter la Catalogne-Nord comme parc à touristes et qui, jusqu'à présent, ont refusé d'organiser la mobilisation contre l'appropriation des sols à des fins immobilières ou leur confiscation par l'armée.

Car, à travers, la lutte contre le « déménagement » de la région, pour vivre et travailler au pays, se retrouve pour chacun la volonté de contrôler les projets que la bourgeoisie réserve à la Catalogne-Nord.

On peut soutenir la lutte des agriculteurs de Canavelles en leur écrivant, en souscrivant au GFA de lutte, en leur envoyant de l'argent. Adresse : SDJ-MODEF, Théza 66 200.



Des ballons, des enfants, mais aussi des banderoles, des slogans... et des flics. Samedi matin, plus d'une centaine de parents d'enfants en crèche s'étaient réunis face à l'Hôtel de Ville de Paris pour obtenir une audience de Chirac et lui notifier leur refus de la circulaire Veil, qui veut organiser la rentabilisation des crèches. De maire, d'ajoints au maire, point. Il a fallu se rendre à l'évidence après avoir parcouru des couloirs déserts : ils ne travaillent pas le samedi. Mais il n'avaient pas oublié pour autant de prévenir la préfecture, qui, généreuse, avait envoyé trois cars de police.

Aux cris de « Non à la circulaire Veil », « Des crèches gratuites pour les petits », « Des crèches, pas des Beaubourg ni de bobards », le rassemblement appelé par l'Association départementale pour les crèches collectives s'est transformé en mini-manifestation, avant de se disperser devant le Centre Pompidou.

### Chômeur et Mauricien, il s'est tué

Le 26 avril dernier, il s'est jeté par la fenêtre de son logement du sixième étage d'un immeuble du XVIII<sup>e</sup> arrondissement à Paris. C'était un travailleur mauricien. Il s'appelait Rajen Sohambur. Aîné de 7 enfants tous à charge, il était en France depuis 1973. A la suite d'une grève de la faim menée avec plusieurs compatriotes, il avait obtenu l'année suivante la régularisation de sa situation.

Mais depuis novembre 1976, il était au chômage, comme le précise le Mouvement des travailleurs mauriciens (MTM). Après 6 mois de recherches vaines d'un emploi, au moment où il devait faire renouveler ses papiers, il s'est tué.

Ce suicide d'un chômeur est le troisième en trois semaines : un chômeur handicapé s'est récemment supprimé à Lille et une jeune femme sans emploi a tenté de le faire dans les locaux de l'agence pour l'emploi du IX<sup>e</sup> arrondissement.

### Vague de luttes à Chartres

Après plus de 6 semaines, la lutte de Dassault est terminée. Ce lundi, les dernières usines en grève reprennent le travail. Nous aurons l'occasion de tirer plus longuement le bilan de cette lutte, mais on peut déjà tirer quelques leçons.

Par rapport à toutes les revendications avancées, cette lutte, à la différence de celle de l'année dernière, est loin d'être victorieuse. Cela dit, le plan Barre a quand même été dépassé par certains résultats obtenus : 6,5 %, mais avec un minimum de 240 F, en plus un 13<sup>e</sup> mois avec minimum à 3 400 F, des primes d'ancienneté améliorées et des primes diverses qui seront payées par Dassault lui-même. Mais celui-ci, qui avait cédé l'an dernier, a mis en place cette année une direction de choc qui a décidé de faire payer chèrement aux travailleurs leur forme d'action, la « production 001 », c'est-à-dire la limitation des cadences. Des retenues énormes ont été faites sur les feuilles de paye (allant jusqu'à des payes nulles), des sanctions ont été prises, l'encadrement a été utilisé à des fins de répression directe.

La reprise s'est faite usine par usine, l'unité des travailleurs a été rompue. Pour obtenir plus que les premières concessions faites par Dassault, le 1<sup>er</sup> avril, il ne suffisait pas de répéter les actions de la lutte de l'an passé. Pour entamer

sérieusement le plan Barre, il faut décidément une riposte d'ensemble des travailleurs.

### Dassault : la lutte s'achève

A Chartres : SOPAC, Fauchoux, Océanic, Rassant, Germaine Monteil, carrefour, Nova-Socimec (à Courville), EMP (Digny), l'imprimerie Morin se sont ou sont mobilisés sous des formes différentes, depuis quinze jours.

Toutes ces luttes portent sur les salaires et les conditions de travail et parfois sur la cinquième semaine de congés payés, sur la réduction du temps de travail ou sur les libertés syndicales. Pour certains de ces travailleurs, c'est la première lutte, c'est le cas à Germaine Monteil, entreprise créée en 1972. Plusieurs de ces luttes ont abouti à des victoires ou à des demi-victoires.

A la SOPAC : 157 F pour tous arrachés. A Rasant : 100 F pour tous au 1<sup>er</sup> mai + 80 F au 1<sup>er</sup> juillet + 70 % du 13<sup>e</sup> mois en 1977 + 100 % du 13<sup>e</sup> mois en 1978. A Nova-Socimec : 75 F pour tous après une demi-heure de débrayages. A EMP-Digny : 5 % d'augmentation + 20 centimes de l'heure + l'indexation des salaires sur l'indice INSSE. A Germaine Monteil : 5 % d'augmentation, le paiement de toutes les heures de grève et de certains personnels temporaires.





111 travailleurs algériens menacés d'expulsion au 89, rue Fondary

# Rester libres et ensemble

Au 89, rue Fondary, à Paris, dans le XV<sup>e</sup>, une façade repeinte il y a quelques mois mais déjà écaillée. C'est dans ce petit immeuble, que vivent 111 travailleurs algériens, tous originaires de la même ville, dans le département de Sétif. La plupart sont arrivés en France entre 1947 et 1955, ils habitent presque tous depuis cette date dans ce qui était « l'hôtel meublé » du 89, rue Fondary. Pendant plus de 20 ans, ils ont payé un

loyer à un propriétaire qui n'a jamais fait de travaux.

Il y a trois ans, un promoteur, la Sofitrim, rachetait l'immeuble. Depuis, la bataille est engagée pour le maintien dans les lieux. A la fin du mois d'avril, troisième procès de l'affaire, les promoteurs obtenaient devant le tribunal des référés « l'expulsion sous condition de relogement décent » des 111 immigrants.

La démagogie plaide ce jour-là, dans la bouche de la société hôte-lière, qui est la main dans la main avec le promoteur. Elle a fait une description pathétique des conditions de logement, parlant même de menace d'incendie, d'écroulement, d'habitat insalubre... pour obtenir l'expulsion en conclusion.

La rue Fondary a changé de visage en 10 ans. Aujourd'hui des constructions modernes qui se veulent luxueuses voisinent avec les vieux immeubles, et les chantiers de démolition.

La façade du 89 a été repeinte donc, mais une fois sous le porche, les murs lépreux réapparaissent. Trois petits bâtiments de deux étages se rejoignent pour former une courette sombre où s'écoulent les eaux. Un escalier de bois, une balustrade qui pourrit doucement sous une fuite d'eau. Des chambres, elles sont 52 et 111 personnes y vivent. La « meilleure chambre », 15m<sup>2</sup> peut-être, avec quatre lits superposés, une table et un réchaud. Les WC sont sur le palier, il n'y a pas de salle de bains dans la maison.

Et oui, tout cela est vrai, messieurs les promoteurs. Mais à qui la faute ?

Depuis que l'immeuble a changé de propriétaire, le nouveau gérant a proposé aux 111 occupants de payer un loyer, 150 F par lit, oui, mais il n'aurait donné qu'une quittance pour deux lits. Les occupants ont refusé cet arrangement au noir. C'est depuis seulement qu'a commencé son apitoiement...

Les travailleurs algériens sont d'accord : ici ce n'est pas le rêve. Mais ils sont ensemble, ils sont libres, ils sont dans Paris, ils ne payent pas de loyer. Et puis la maison est en dur : « Tu comprends à choisir entre la cloison en pierre d'ici et la cloison en bois d'un foyer... ». « On nous dit, allez dans un foyer, on nous parle de sécurité... mais nous sommes libres ici, un foyer c'est comme l'Armée du salut ».

Les occupants de l'hôtel veulent

bien partir, mais ils veulent rester tous ensemble, recevoir qui ils veulent, payer au maximum 150 F, et pas au noir, et que ce soit dans le XV<sup>e</sup>.

En attendant ils restent, « il faudrait que la rue soit noire de cars de flics pour qu'on parte ».

Ils sont soutenus par un comité de quartier et l'UL-CFDT.

Existe-t-il un foyer répondant à ces conditions ? Ils en doutent. Une solution pour eux serait la réquisition d'une maison vide du XV<sup>e</sup> et sa mise à leur disposition...

ou le maintien dans les lieux avec la réalisation des travaux nécessaires.

Il semble au contraire que, soutenant le promoteur, la Ville de Paris soit décidée à faire des propositions individuelles de relogement, dispersées et dans des foyers. Le refus des occupants pourrait être alors un prétexte à leur expulsion collective. A cela, ces ouvriers du bâtiment, manutentionnaires, éboueurs, ou chômeurs se préparent...

Philippe Verdon



Dans la VO, cette semaine

## Un « Programme commun à la sauce austérité » ?

« Est-ce que, demain, la CGT serait prête à accepter un « Programme commun à la sauce austérité » ? Cette question importante, c'est « la Vie ouvrière » qui la

pose carrément à plusieurs responsables confédéraux et fédéraux de la CGT, cette semaine.

C'est Jean-Louis Moynet qui répond le premier. Il est affirmatif : « (...) L'expérience de ces dernières années démontre que l'austérité est incapable de sortir un pays de la crise ! » Après lui, René Bühl en remet : « J'ajouterais que les objectifs sociaux du Programme commun se situent en deçà de l'ensemble du programme revendicatif de la CGT. Par conséquent, il ne peut être question, pour nous, d'accepter une quelconque restriction à ces objectifs. Car, à notre avis, il faudra encore aller plus loin, vers la satisfaction complète de notre Programme revendicatif. »

Mais où est donc passée l'échelle mobile ?

Après les proclamations de principe, la mise en pratique : et là René Bühl distingue parmi les revendications ce qui est du domaine des « priorités et des urgences » et ce qui peut être remis à plus tard : « Dès la mise en place d'un gouvernement de gauche, il y aura un premier train de mesures à mettre en place. Par exemple, le relèvement du SMIC, la réduction de la durée du travail, la retraite à soixante ans, les remboursements de la Sécurité sociale et les allocations familiales ».

Ensuite, le nouveau gouvernement devra organiser « une grande négociation avec les organisations syndicales et patronales » et établir « un calendrier fixant les grandes étapes ».

Dans l'énumération de ces « priorités », une grande absence saute aux yeux : l'échelle mobile des salaires. Relever le SMIC, c'est bien ; mais si l'on veut éviter que les augmentations de salaires — comme après 1968 — soient grignotées en quelques années, il faut en même temps une indexation mensuelle automatique des salaires sur les prix, sur la base d'un indice contrôlé par les travailleurs. Pendant des années, la CGT a fait campagne, en expliquant

inlassablement que l'échelle mobile était la seule garantie véritable du pouvoir d'achat.

Il est surprenant de la voir mettre cette revendication sous le boisseau, quand elle évoque la perspective d'un gouvernement d'Union de la gauche.

Ce constat appelle aussitôt une question : par qui seront mandatés les dirigeants syndicaux qui iront dire au nouveau gouvernement que l'augmentation du SMIC est prioritaire et que l'échelle mobile peut être remise à plus tard ?

Mais, à lire la suite de l'interview, on ne peut qu'être encore plus perplexe. La rédaction de la Vie ouvrière relance en effet le débat par cette déclaration pleine « d'esprit de responsabilité » : « Mesures sociales, d'accord ! Mais nous ne pourrions pas nous contenter de dire : « L'économie suivra. » Il y aura une harmonisation à respecter... »

« L'effet social »...  
et  
« l'effet économique »

Et Jean-Louis Moynet précise : « Nous ne dissociions pas l'effet social des mesures prévues de leur effet économique. Si l'on examine le problème du SMIC, des bas salaires, de la retraite, et de la durée du travail, il faut, tout à la fois, que le rythme soit suffisamment rapide pour répondre à la volonté des travailleurs et que la mise en application en soit faite dans des conditions qui facilitent la relance et le redémarrage de l'économie. »

Comment ne pas relever ici une contradiction ? Là où Bühl parlait de mesures « d'urgence » à prendre « dès la mise en place d'un gouvernement de gauche », Moynet parle seulement d'une mise en application « à un rythme suffisamment rapide », « dans des conditions qui facilitent la relance »...

1936, en abaissant « brutalement » la durée du travail, etc. La CGT n'a relevé aucune de ces déclarations.

Il faut parler clair : le nombre de chômeurs dépasse le million et demi ; la priorité des priorités aujourd'hui, c'est la réduction massive du temps de travail, le partage du travail existant entre tous ceux qui veulent travailler.

La semaine de 35 heures sans diminution de salaire est la seule revendication vraiment efficace contre le chômage, pour que les travailleurs prennent enfin le temps de vivre, pour qu'ils puissent commencer à contrôler ce qui se passe dans leur usine et dans la société et qu'ils soient autre chose que des auditeurs passifs, le temps d'une heure d'information payée tous les mois...

F. L.

ITALIE

## « Il a fallu se résoudre »

Les syndicats italiens acceptent de signer un accord remettant en cause l'échelle mobile  
• La CGT justifie leurs capitulations

Dans la « Vie ouvrière », les choses sont racontées ainsi : « Le 30 mars dernier, les trois confédérations ont signé un accord avec le gouvernement qui voulait tirer un trait sur l'échelle mobile des salaires et les négociations d'entreprises. Il a fallu se résoudre à un compromis parce que chacun sait ici qu'on ne peut se permettre une crise ouverte tellement la situation est critique. L'échelle mobile offre, en Italie, une garantie sérieuse au maintien du pouvoir d'achat. Ses effets seront quelque peu tempérés (sic). En contrepartie, les syndicats ont obtenu que le décret-loi qui interdisait les négociations à l'entreprise soit rapporté. »

Ainsi, pour la première fois dans toute l'histoire du mouvement syndical italien, les syndicats signent un accord consacrant une amputation du pouvoir d'achat. La CGT soutient.

Mieux, elle attire la suspicion sur tous ceux (et ils sont nombreux) qui ont rejeté avec colère cet accord scandaleux : « Ce compromis, explique l'article, a suscité de vives réactions parmi les dirigeants de syndicats. Chez les travailleurs. « Pas toujours spontanées », m'a-t-on dit. « N'est-ce pas bizarre, par exemple, de voir clouer au pilori les dirigeants syndicaux « collaborateurs », à la fois pour un soi-disant mouvement des travailleurs pour le socialisme et par le « Fronte delle Gioventu », organisation fasciste ? »...

« La Vie ouvrière » aurait pu signaler à ses lecteurs que trois cent conseils d'usines avaient pris position contre l'accord ! Elle a préféré faire l'amalgame avec l'extrême droite.

De là à expliquer que ceux qui n'acceptent pas de voir amputer leur pouvoir d'achat cotisent au MSI...

F. L.

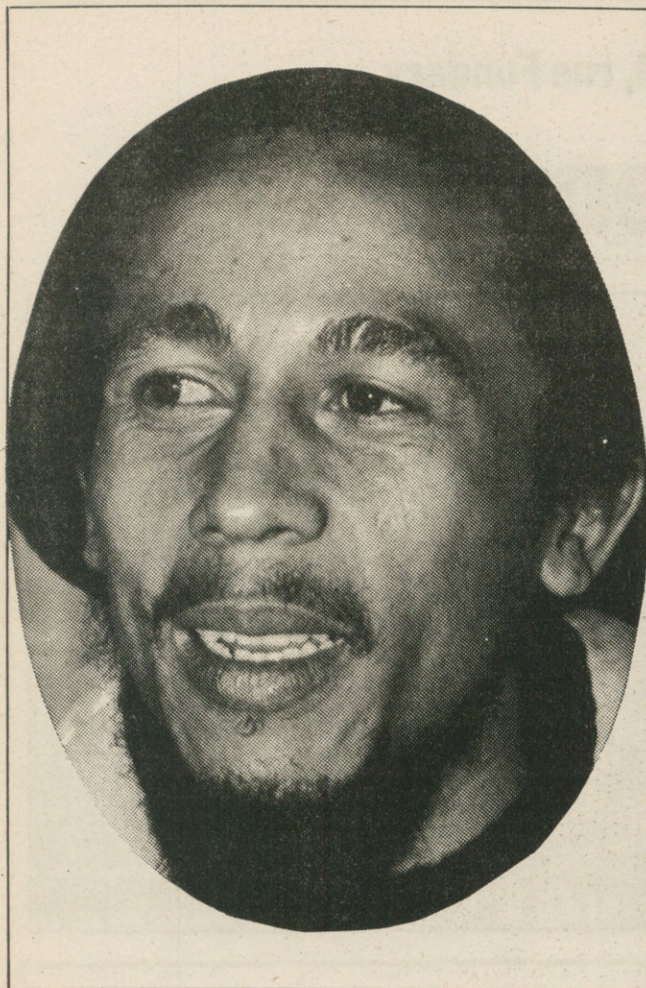
### Schlumpf : reprise du travail

Les travailleurs de l'usine Gluck de Mulhouse, qui dépend du groupe lainier Schlumpf, ont décidé vendredi de reprendre le travail. Par 195 voix contre 125, l'assemblée générale a voté l'acceptation des propositions de reprise de l'usine présentées par M. Sieger, patron de la Nouvelle Filature de Cernay.

Les travail reprendra donc lundi matin pour les 430 ouvriers jusqu'à la fin de leur préavis de licenciement, soit le 1<sup>er</sup> juin pour la plupart. Sieger en réembauchera alors 250. Les 150 autres bénéficieront de l'indemnité de licenciement à 90 % pendant deux ans (la deuxième année au titre de la formation permanente). Sieger « espère » les réembaucher tous au bout de 24 mois. Les sections syndicales CFDT, CGT et FO avaient appelé à la reprise du travail au cours de l'assemblée générale, « tout en continuant l'action de façon à ce que les promesses soient tenues ». Ce n'est pas un succès complet, bien qu'il soit rare que des travailleurs obtiennent l'assurance de toucher les 90 % pendant deux ans. A Defrennes dans le Nord, qui fait partie du groupe Schlumpf, la lutte contre les licenciements se poursuit.



# UN CYCLONE A LA JAMAÏQUE



## Reggae, Rastafari et Bob Marley, mardi soir à Paris

USA, fin du XIX<sup>e</sup> siècle. L'esclavage, théoriquement aboli, subsiste de fait dans la plupart des Etats du Sud. Beaucoup d'anciens esclaves préfèrent rester auprès de leurs maîtres d'hier plutôt que de devoir errer à la recherche d'un hypothétique travail. Esclavage déguisé ou chômage et misère, c'est le choix qui est offert aux Noirs d'Amérique par le bon Président Lincoln.

A cette époque naissent les premières organisations noires. La plus importante d'entre elles, la NAACP (National association for advancement of coloured people) devient rapidement un appendice de l'appareil d'Etat yankee, soucieux d'intégration lente et sans heurts. Mais, parallèlement, prend forme un mouvement — qui ne disparaîtra jamais de la scène raciale américaine — prônant le retour au pays, à l'Afrique-mère.

Markus Garvey, initiateur du mouvement, devient du même coup l'un des promoteurs du « capitalisme noir », créant une société de bateaux pour relier les USA au territoire choisi en Afrique, le futur Libéria. Rastafari est né.

Rastafari, espoir de retourner au continent africain et, sans attendre cet heureux jour, « retour » aux traditions réelles ou supposées des sociétés africaines d'avant la colonisation. C'est surtout dans les Antilles sous domination britannique et, en parti-

culier, en Jamaïque, que le mouvement va prendre de l'ampleur.

Déclassés, chômeurs, victimes du système colonial des faubourgs de Kingston se mettent délibérément en marge de la société, vivant dans les montagnes, cultivant la Ganja, l'herbe qui fait rêver, la fumée qui met en communication avec tous les frères disséminés aux quatre coins du monde. Loin d'être démobilisatrice, l'herbe rend à la vie des Rastas quelques couleurs d'optimisme et donc quelques raisons de se battre.

Rastafari mode de vie, Rastafari programme politique. Reste Rastafari mystique et c'est là que les choses deviennent compliquées. Mélange d'animisme et de monothéisme occidental, inventant sa Mecque et son prophète : l'Ethiopie, seule contrée d'Afrique ayant toujours résisté à la colonisation et la Négus Haïlé Sélassié, incarnation vivante de Dieu ! Mais finalement, cette mystique n'est guère qu'un langage particulier — auquel, il est vrai, ne nous a pas habitués le rationalisme européen ! — pour dénoncer le colonialisme et ses effets et y apporter une réponse de masse.

Le Reggae, danse jamaïcaine brassant les traditions de tous les peuples noirs en diaspora, devient, avec Bob Marley, le principal vecteur international de Rastafari. Dépassant de très loin les contours de l'île, le succès de

Bob Marley n'est pas simplement celui d'une pop-star. C'est un succès politique. Les paroles des chansons, même prêtées à la vénération du Négus, invitent à « tuer le shériff », à se « lever pour ses droits » et décrivent les menées impérialistes de la CIA comme une « course de rats ». Voilà qui ne laisse pas les populations opprimées indifférentes.

Pas plus que les énormes joints de Ganja fumés sur scène au nez et à la barbe des flics. Ce qui a d'ailleurs valu à Bob Marley de ne pouvoir se produire en France ces dernières années.

Ponia s'en va, Bob arrive. Il sera demain soir au Pavillon

de Paris, à la Porte de Pantin pour un unique concert. Lieu guère enthousiasmant pour se laisser aller à la violence cool du reggae. Espérons qu'il y aura assez de fumée dans l'air pour que planent les mastards KCP.

Un dernier détail : le reggae, ça se danse. Une amie m'en a succinctement décrit le mécanisme : « *Le mec met sa queue sur la cuisse de la nana, la nana met sa chatte sur la cuisse du mec et on essaie de bouger en rythme... si on peut.* »

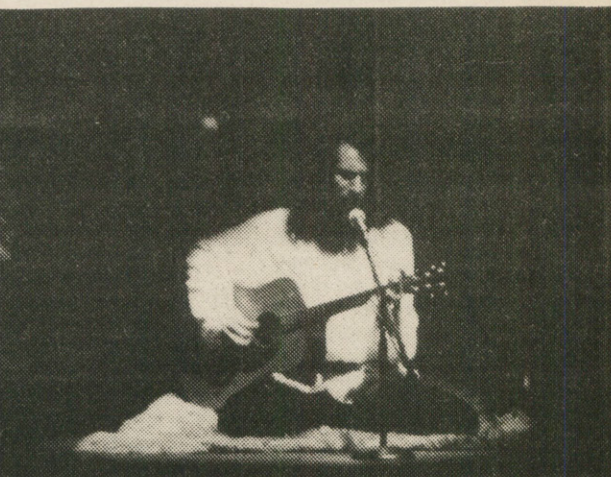
Petite Fumée Dansante

Bob Marley and the Wailers, Pavillon de Paris (Porte de Pantin), mardi 10 mai, à 20 h 30, 30 balles pour KCP.

## François Villon au Palais des Arts

« Il n'est pas besoin de demander quelle a été la signification exacte de la poésie de Villon à telle ou telle époque, puisque même si le centre de notre attention est aujourd'hui déplacé, cette poésie contient assez de vigueur pour nous émouvoir en nous contraignant de la suivre vers un de ses multiples débouchés. » (Tristan Tzara)

Michel de Maulne, qui avec une bande de copains, présente actuellement un spectacle, joué et chanté, consacré à François Villon, ne démentira sans doute pas cette interprétation.



Pendant que dans le lointain — réminiscence du passé — se profilent les imposantes cathédrales qui s'élancent vers le ciel, que surgissent en ordre dispersé les démons moyen-âgeux, grotesques masques de mort, que clercs, seigneurs, bourgeois et artisans farandolent follement, que se disperse à tous vents l'écho, cuivre et miel mêlés, des cloches de la toute-puissante Eglise, les cris, la révolte, l'amour de Villon, qui confinent à l'universel, viennent s'inscrire en surimpression, révélant la modernité du texte et des préoccupations du poète. La connexion, dans le temps, la connivence entre François Villon — Pardon, De Maulne — et la salle s'établit rapidement. Tout y concourt : la projection, en fondu-enchaîné sur grand écran, de documents, la viole de gambe de Nicole Rouillé, les flûtes traversières de J.L. Bocquet, la cornemuse médiévale, la corne de chamois et les flûtes à bec que, successivement, Robin Troman utilise, et l'interprétation orale et chantée de Michel de Maulne des textes de François Villon.

« Je suis François, dont il me poise, Né de Paris auprès Pontoise, Et de la corde d'une toise Saura mon col que mon cul poise. »

Présent, François Villon ! Dans toute sa dimension : ironie grinçante, musicien des mots, fraîcheur, verveur du langage, familier, confidentiel, parfois grave, parfois facétieux. Il hurle à la vie, invective la mort — tout en étant fasciné par elle —, premier barde populaire (qui a inspiré Brecht pour l'un des personnages de *l'Opéra de quat/sous*), qui, par petites touches, ballades après ballades, nous fait pénétrer dans sa perception de la réalité d'alors.

Tout cela, Michel de Maulne et sa petite troupe l'expriment fort bien, avec entrain et vigueur, n'hésitant pas à souligner la pérennité des textes de Villon en introduisant, au cours du spectacle, des instruments de musique moderne...

P.D.

● Reprise — depuis le 3 mai, et jusqu'au 21 mai — au Palais des Arts, 325 rue St. Martin (M<sup>o</sup> Réaumur-Sébastopol). Tous les soirs à 22 h. Ouvert aux collectivités, groupes scolaires, etc.

## Au Béarn des chanteurs

# POUR LE DROIT DE VIVRE AU PAYS

« Mettre un peu de joie dans ce monde de merde qui nous écrase et nous pourrit... » disent Los Pagalhos d'Artix pour définir pourquoi ils chantent (article paru dans le n°02 de *Pays*). En fait quand on les voit s'amuser sur scène, quand on les écoute, on se dit qu'ils font ça surtout par plaisir. Que ce soit Los de Nadau, Ferrine Floc, Los de Cosledaa... le vrai lien de tous ces groupes semble être le goût de la fête.

Reste encore à comprendre : leur choix de chanter en béarnais n'a rien d'un repli nostalgique sur le passé, même s'ils reprennent la tradition des veillées villageoises, car l'énergie mise à défendre le « droit de vivre au pays », crée l'ambiance... !

Cela se retrouve dans tous les détails : en chantant en groupe, Los de Nadau peuvent retrouver les jeux d'harmonie des chœurs béarnais, mais ils les prolongent et les enrichissent grâce à leur connaissance des musiques contemporaines (de Théodorakis à Ange en passant par Dylan, etc.). Los Pagalhos, eux, chantent des airs traditionnels, mais tout à l'opposé du faux sérieux des conservateurs de musée : ils y mettent l'humour qu'il faut, qui permet de comprendre que c'est pour se sentir entre soi qu'on chante ce qu'on connaît... Ferrine Floc, que je n'ai pu écouter qu'une fois, m'ont donné l'impression d'une très grande maîtrise des traditions musicales gasconnes.

Tous chantent leur lien avec leur pays, avec les paysans, les ouvriers, les jeunes et les

vieux qui les entourent. Les chansons de Los de Nadau, dont deux disques sont dans le commerce (Ventadorn et Per noste) devraient être connues partout.

Nous reproduisons un extrait en béarnais parce qu'il n'est pas quand même trop difficile à comprendre : c'est l'histoire d'un homme qui, à la ville, est tombé en arrêt

devant une loterie et qui raconte les lots gagnés par chacun des départements de la région ; le texte s'enrichit d'ailleurs en fonction de l'actualité : par exemple, depuis la mobilisation de Braud-Saint-Louis contre la centrale nucléaire, il apparaît que le 33 gagne à la loterie un panier de champignons... atomiques. A côté de ce registre ironique, dont tout le public rythme les refrains, les thèmes des chansons de Los de Nadau sont autant d'expressions de leurs rencontres avec leur entourage : « *A l'auberja de Marion* », où chacun pouvait se sentir « chez soi », et qui ferme parce que ce morceau de vie traditionnelle disparaît pour être remplacé par des « restaurants rustiques » pour touristes de passage, *la Cancion de Guilhem*... dont on parlera une autre fois pour avoir assez de place et ne pas déformer bêtement, etc.

Pour une présentation de la culture béarnaise qui vit aujourd'hui, c'est tre un journal de vingt pages qu'il faudrait... et cet article a surtout présenté le groupe Los de Nadau ; enfin, on vous promet de vous en dire plus dans d'autres articles.

Pierre Rème

Le n°1 de *Pays* est paru. 24 pages, couvrant l'actualité tant « sociale » que « culturelle » ; il est en vente par le réseau NMPP dans les « Pays de l'Adour » et dans quelques librairies parisiennes.

Vous pouvez toujours le commander : 3, place Albert 1<sup>er</sup>, à Pau. Quant aux finances, souvenez-vous que les premiers mois d'un journal sont durs à franchir...

## LOTERIA

...  
La roda vira, vira, vira  
Roda de vida e deus espèrs  
Los de la tèrra, los de la vila  
Ont aniram tots los obrers ?

Lo 64 ganha un diccionari occitan-francès, ta aprèner a parlar ua lenga vertadièra, e ua metoda tà aprèner a la parlar ponchut.

Lo 09 ganha un vestit complet de CRS, tot negre, dab un bastonàs, un shiulet, e un liberòt tà saber çò qu'ei l'enemic de dehens.

Lo 31 ganha un viatge a Paris, anar sonque, pas tornar, que poderà tornar tot an tà la vacanças.

Que ganha tanben un envit tà esdejoar dab lo president de la republica francesa.

Lo 34 ganha lo dret de demorar au pais et d'i tribalhar, au sindicat d'iniciativa. Que'n cau un tà arcuelher la toristalha.

Lo 11 ganha una barrica de vin italian, pur sucre, 15 degrés. Que podera pintar e desbrenbàs sos soviers de vinhaire.

Lo 65 ganha lo dret de's carar e de's hicar au caumatge, a l'agença nacionala deus colhonats.

Lo 32 ganha un agenda deu Credit Agricola e las benedicions de la SAFER.

(Extraits du 2<sup>e</sup> disque de Los de Nadau, édité par Ventadorn et Per Noste).





Et quand la danse s'interroge. Réflexion à propos de « Nom ou Prénom » ; spectacle du « Four solaire », compagnie créée en 1976 par deux jeunes danseuses qui ont travaillé ensemble dans le groupe de recherche de Carolyn Carlson.

## QUAND LE CORPS SE MET A RESPIRER

Deux femmes... et qui dansent : Odile et Anne-Marie. Elles rient aussi et s'amuse. Elles sont tristes ; nous parlent de la solitude, de la violence, de la non-communication, de l'identité : « Connaissez-vous mon nom ? »

Mon nom est danse — danse de tout le corps — amour du corps — désir d'expression. « On a frappé ? », demande Odile.

Non — la danse continue — mais la scène n'est pas isolée, coupée du reste du monde, de l'histoire — une attente — une écoute. « On a frappé. »

Non, bien sûr. Le lieu scénique reste malgré tout clos. Ambiguïté de ce lieu — à la fois magique et en partie dé-

mystique. Parenthèse : il faudra bien arriver à analyser mieux ce phénomène de la représentation, cette « illusion » de la scène — lieu privilégié où les gestes, les objets prennent une autre dimension, une autre « valeur ».

Tiens, une cafetière rouge qui occupe à elle seule l'espace noir de la scène.

« On a frappé ? » « Non », répond le musicien — entre la scène et la salle — mais qui est quand même du côté spectacle.

C'est une représentation qui se joue. Virtuosité. Corps modelé par le travail... et aussi « leçon de chose » sur la danse, sur le corps. On nous montre l'importance du travail, de la technique, comment le corps est habité par le regard — regard intérieur ou qui se prolonge bien au-delà

de la scène jusque dans une géographie imaginaire.

Regard souligné par le geste : mains qui découpent un faisceau traversant l'espace.

Importance aussi de la voix, du chant, qui emplit soudain le corps, le fait peser encore plus sur le sol, qui intensifie sa présence.

Amour de la danse ; plaisir du corps ; travail professionnel ; fascination de la virtuosité... et en même temps distance critique. On ne se prend pas trop au sérieux. Parfois la danse s'arrête, l'illusion théâtrale se suspend : un clin-d'œil — un trébuchement — « bon ça suffit » — comme pour rappeler que le corps n'est pas seulement en « représentation », qu'il existe un ailleurs de la scène.

Anne-Marie et Odile dansent ensemble, avec décalages, des différences : le même geste répété, reporté, transformé. Mais chacune sait la présence de l'autre. Elles se rapprochent, s'éloignent, se rencontrent : bonjour, une poignée de mains. Elles n'ont pas la même danse, le même rapport à leurs corps, à la scène, au spectacle. Il y a peut-être une plus grande implication dans leurs solos où elles se donnent totalement — moment de décollage.

Gageure, en partie gagnée, de danser ensemble tout en étant chacune le plus soi-même : ne s'imposer ni l'une, ni l'autre comme norme, modèle, catalyseur... mais se rencontrer quand même... dans ses différences.

Sithia

## La grève au ballet de Lyon

En grève depuis le 26 avril, les danseuses et danseurs du ballet de Lyon ont fait connaître à la presse les premiers éléments du conflit qui les oppose à la municipalité.

Après les dernières propositions de la municipalité (embauche jusqu'en décembre, aucune garantie plus loin), qui visaient à mener les grévistes sur une voie de garage, ceux-ci sont décidés à se battre :

— Pour une embauche réelle d'une année leur garantissant un emploi, un salaire et la possibilité, avant les six derniers mois, de pouvoir chercher de nouveaux contrats éventuels. Pour cela, ils s'appuient sur la circulaire ministérielle 75246 qui garantit 365 jours à 90 % du salaire pour tout contractuel licencié. — Mais aussi pour ne pas rester une année sans danser quand on sait ce que cela représente comme handicap dans la profession.

De toute évidence, la municipalité joue le pourrissement face aux danseurs qui main-

tiennent une pression constante : 15 000 tracts distribués au public chaque soir de représentation et le 1<sup>er</sup> Mai, 3 000 signatures de soutien recueillies, depuis le début du mouvement pour poursuivre la grève. La Fédération nationale du spectacle est en train de saisir toutes les composantes du spectacle de la région pour éviter l'enterrement du conflit en mobilisant les autres secteurs.

Parce que, comme nous l'avons affirmé le représentant de la FNS, il s'agit pour la municipalité de faire une « culture rentable » au moindre coût ou à la plus grande écoute possible du style « Guy Lux », ce qui explique la mise en place de la commission Ambre, servani de passoire pour les spectacles répondant à ces critères. Voilà comment on rationalise le monde du spectacle à Lyon.

Une fois de plus, la politique culturelle de la ville de Lyon se décide en termes d'addition ou de soustraction.



## Sexpol: « Sexe, vous avez dit politique ? »

La revue « Sexpol » organise, lundi 9, à Paris un gala de soutien. Cette revue, créée en janvier 1975, est aujourd'hui mensuelle avec 6 000 exemplaires vendus. Ses premiers numéros avaient donné lieu à des débats auxquels certains militants d'extrême gauche avaient tenté de participer, notamment autour du numéro provocateur « A poil les militants » sur le sexe et les appareils politiques, le sexe et l'image du militant.

Lors du n° 5, une petite annonce qui s'adressait à des mineurs leur valut d'être interdits à la vente aux mineurs et à l'affichage, par un excès de zèle d'un fonctionnaire de l'Intérieur. Cela signifiait la mort du journal. Grâce à une réaction de la presse rapide et en échange de la non-mention d'annonces dans les numéros suivants de la revue, les deux interdictions sont levées à quinze jours d'intervalle.

Leur projet ? Interroger sur la place que les appareils politiques réservent à la sexualité et au-delà sur la dimension sociale de l'être sexué. « La vie sexuelle, les aspirations individuelles qu'elle traduit, peut présenter un danger pour les gens censés organiser la vie, les politiques. L'insatisfaction face au mode de vie actuel ne peut pas être réduite à son expression en termes économiques ».

« Sexpol » se situe dans la tradition de Reich, mais veut tirer même de sa fin tragique des leçons qui s'appliquent aussi à la perspective d'un mouvement de sexualité-politique.

Pour l'instant ils expliquent : « Nous n'avons pas les forces de lancer un tel mouvement, nous laissons ça au GLH... ou à la Ligue ! » Remarque un peu ironique peut-être. La revue entend préparer le terrain, se servir de ses 15 000 lecteurs pour affirmer que « les organisations politiques se sclérosent à partir du moment où elles ne reconnaissent pas les individus dont elles sont faites » et que la recherche de la jeune génération hors de la « politique politicienne » peut être elle aussi subversive.

Si vous voulez être solidaires... C'est au « Palace », 8 rue du Faubourg Montmartre avec Los Indianos, Kirjuhel, Moustaki, Rabbath, C. Ribéro, Corbeau mort, Gille Hottot, Alpes et d'autres.

P.V.

Sexpol, 42 rue du Ruisseau 75018 tél : 076.88.25.

## TELEVISION

### TF 1

- 12.15 Réponse à tout
- 12.30 Midi première
- 13.00 Journal
- 13.35 Télé régionale
- 13.50 Restez donc avec nous
- 18.00 A la bonne heure
- 18.35 Pour les jeunes
- 19.00 Bonsoir chef (feuilleton)
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Une minute pour les femmes
- 19.45 Eh bien raconte
- 20.00 Journal
- 20.30 Branquignol  
Film français (que voulez-vous qu'il fût) de Robert Dhéry (1949).
- 21.45 Pour le cinéma

### A 2

- 13.05 Télé régionale
- 13.50 Ton amour et ma jeunesse (feuilleton)
- 14.00 Les après-midi d'Antenne 2
- 18.00 Fenêtre sur...  
La foirs du livre de Nice.
- 18.35 Dessin animé
- 18.45 Flash d'actualités
- 18.45 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 La tirelire
- 20.00 Journal
- 20.30 La tête et les jambes
- 21.55 Tous les chemins mènent à Rome  
Première émission d'une série de trois sur la Renaissance italienne.
- 22.45 L'huile sur le feu
- 23.25 Journal

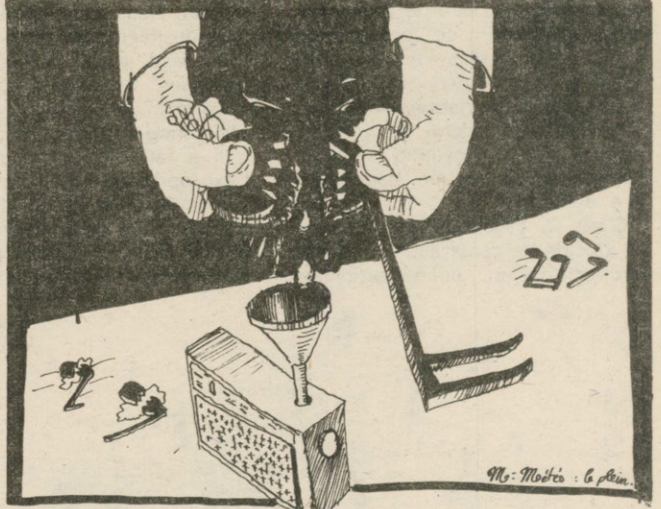
### FR 3

- 18.45 Pour la jeunesse
- 19.05 Magazines régionaux
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Tribune libre  
Le philosophe Jean-Toussaint Desanti parle des savoirs et des pouvoirs.
- 20.00 Les jeux de vingt heures
- 20.30 Archimède le clochard  
Film (on ne peut plus) français de Gilles Grangier (1958). Une gabinade gabinesque gabinée par Gabin et quelques larbins.

### RADIO

#### France-Inter

- 17.00 Angela Davis est l'invitée de Jacques Chancel à « Radioscopie ». Elle est en France pour appeler à défendre les « Dix de Wilmington », militants noirs américains. Lundi dernier, Angela Davis avait été censurée sur TF 1.



## ABONNEMENT

NOM: ..... PRENOM: .....

ADRESSE: .....

VILLE: ..... CODE POSTAL: ....

### TARIF

	NORMAL	COLLECTIVITES	ETRANGER
1 AN	300 F	200 F	500 F
6 MOIS	150 F	100 F	250 F
3 MOIS	80 F		130 F
1 MOIS	40 F		65 F
2 MOIS	60 F		100 F

(Avion et pli fermé, écrire au journal)

- Compter un délai de huit jours minimum entre la demande d'abonnement et la réception du premier numéro.
- Le chèque barré est à l'ordre de Société de presse nouvelle avec la mention « abonnement ».
- Pour les plis fermés et l'envoi par avion, écrire au journal.
- Pour tout changement d'adresse, réabonnement, interruption d'abonnement, joindre 2 F en timbres.
- Pour toute correspondance, joindre une bande d'abonnement.



# Japon

## ONZE ANS DE LUTTES CONTRE L'AÉROPORT DE NARITA

Vendredi matin, à trois heures, la tour de Sanrisuka est tombée. Profitant d'une semaine de vacances, les autorités ont demandé à la cour de justice de statuer en deux jours, pour obtenir l'autorisation d'en finir avec un conflit qui dure depuis onze ans.

A trois heures du matin, 2 100 policiers des brigades anti-émeutes ont envahi le périmètre interdit, arrêtant les quelque dizaines de militants des piquets de garde. Pour empêcher l'arrivée de renfort, la police a placé des barrages sur toutes les routes menant aux tours. A midi, les tours étaient abattues et quelques bagarres éclataient avec la police.

Cette décision était attendue au Japon mais ne devait intervenir qu'à la fin du mois. Le 19 janvier, la Ligue d'opposition à l'aéroport (Hantai Domei) lançait un appel solennel à tout le peuple japonais : « Ouvriers, paysans, étudiants, camarades de tout le pays, nous faisons appel à vous. Nous voudrions qu'un million de camarades vienne de toutes nos régions pour recouvrir la colline où se dressent nos deux tours d'acier. Nous voulons transformer la tour de Sanrisuka en une immense tour humaine indestructible. Nous refusons l'aéroport, symbole de l'injustice et de la corruption politique. »

Le 17 avril, 25 000 manifestants se heurtaient aux kidotai (CRS). Ce mois-ci, les autorités devaient prononcer l'expropriation de la dernière parcelle de terrain qui empêchait encore l'aéroport de Tokyo-Narita de fonctionner. C'est sur cette parcelle que se dressait encore, jeudi, une tour d'acier de 62 mètres, construite par les paysans pour empêcher les avions de décoller et d'atterrir. La bataille des tours était devenue, au Japon, le symbole de la résistance acharnée de quelques centaines de paysans qui n'admettent pas qu'on leur prenne leurs terres, qui refusent que soit remis en cause le cadre de vie de toute une région par une décision gouvernementale prise sans leur consultation. Trois cent paysans organisés dans la Ligue, mais soutenus par des centaines de milliers de travailleurs, ont réussi pendant plus de cinq ans à bloquer l'utilisation d'un des aéroports les plus modernes du monde.

Nous publions ci-dessous le début d'un reportage effectué il y a deux mois, sur place, par notre camarade Alain Krivine.

Situé à soixante kilomètres au nord-est de Tokyo, l'aéroport de Narita offre un spectacle insolite. Cette immense bâtisse qui fait songer à celle de Roissy est vide, pas une âme qui vive. Les comptoirs sont déserts et les escaliers mécaniques immobiles. Pas un seul avion n'est venu se poser sur les quatre mille mètres de piste qu'entourent les quatre satellites d'accès.

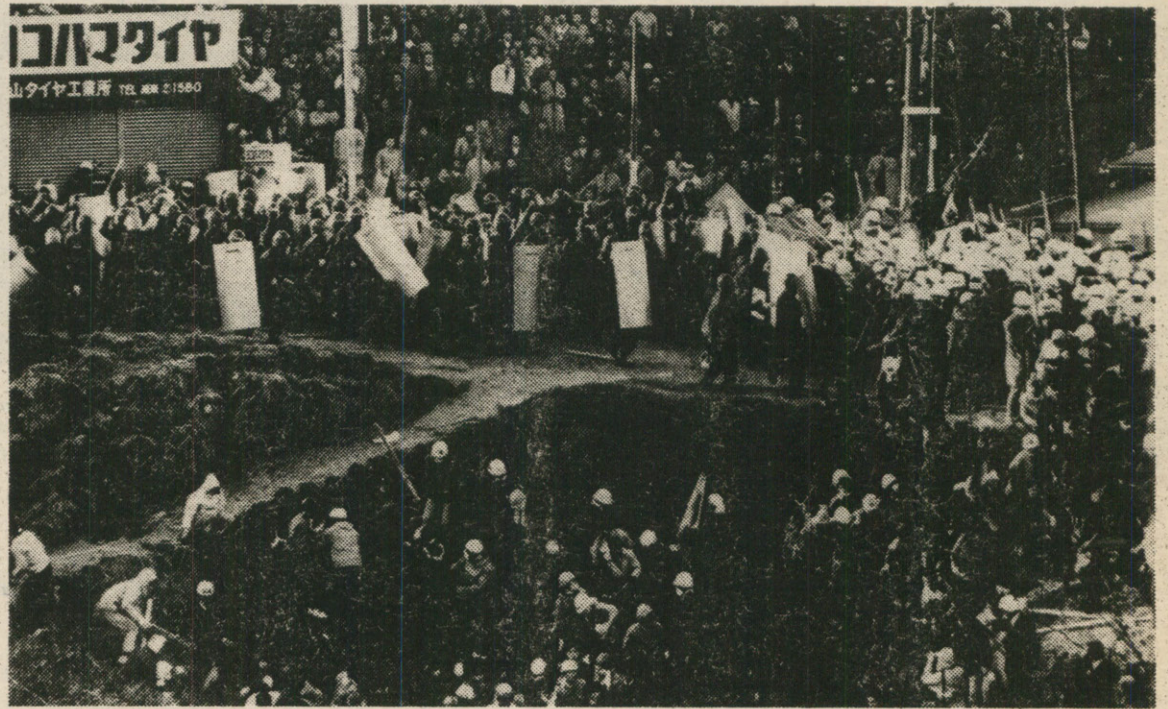
Cà et là, quelques touffes d'herbes apparaissent dans les fissures du ciment. Les patrons des hôtels internationaux construits aux alentours se lamentent. Ils espéraient voir se poser Concorde mais doivent en attendant se contenter de louer leurs salles à quelques congrès. L'entretien annuel de l'aéroport coûte chaque année plus d'un milliard et demi de yens et chaque jour vingt-cinq millions doivent être versés aux banques à titre d'intérêt.

C'est en 1966 que les autorités ont décidé de construire un nouvel aéroport pour décongestionner

celui de Tokyo-Haneda. Plusieurs sites avaient été envisagés dont le village de Tomisato. L'opposition des habitants fut immédiate, mais comme il s'agissait de paysans riches, ayant toujours soutenu le gouvernement, leur pression fut efficace et le gouvernement recula pour choisir finalement la région de Sanrisuka. L'essentiel des travaux fut achevé en 1972. La construction a coûté 160 milliards de yens (2,5 milliards de francs).

Aujourd'hui, cet aéroport pourrait accueillir 5,4 millions de passagers et assurer le transit de 400 000 tonnes de marchandises par an. Neuf fois différée, l'ouverture de l'aéroport est prévue pour l'automne mais il reste encore quelques formalités juridiques à accomplir et surtout à vaincre la résistance de toute une population.

Il a fallu, en effet, procéder à l'expropriation de plusieurs dizaines de paysans. Légalement, en cas de refus de vente du propriétaire, c'est un comité préfectoral nommé par les gouverneurs qui



doit régler le conflit et décider l'expulsion. Mais le gouverneur est élu pour quatre ans par la population et doit tenir compte des préoccupations de ses électeurs. Si certains paysans ont accepté dès le départ les indemnités, il reste encore 10 % du terrain à acquérir. En outre, plusieurs maires des préfectures avoisinantes ont déjà refusé le transit sur leur territoire des wagons-citernes qui doivent alimenter les énormes citernes à fuel qui longent l'aéroport. Et, déjà, se sont créées des associations de citoyens contre le bruit et les nuisances.

Mais d'autres obstacles existent qui discréditent le projet gouvernemental. Rien n'a été prévu pour relier Narita à Tokyo. Il n'y a pas d'autoroute et il faut compter deux heures en voiture pour rejoindre la capitale par une route nationale toujours encombrée. Le gouverneur de Tokyo, soutenu par le PS, a d'ailleurs refusé de donner son accord à la construction de nouveaux moyens de transports tant que subsistera l'opposition des paysans de Narita. Enfin, comble de malchance pour le pouvoir, la construction d'une voie ferrée a dû être interrompue du fait de l'opposition des riverains. Désormais, seule une épreuve de force violente pourra venir à bout de toutes ces résistances.

### Depuis cinq ans, 350 paysans paralysent l'aéroport

Cette résistance s'est organisée dès que le projet gouvernemental fut connu. Elle n'était pas évidente. Dans leur grande masse, les paysans japonais sont très conservateurs et votent systématiquement pour le PLD (Parti libéral-démocrate), parti de la grande bourgeoisie qui monopolise le pouvoir depuis la fin de la guerre. Complètement inféodé aux grands trusts, l'équipe de Fukuda a réussi à gagner les dernières élections malgré tous les scandales financiers qui ont éclaboussé son parti.

L'opposition de gauche PC et PS ne totalise que 30 % des voix et n'influence qu'une fraction de la classe ouvrière, essentiellement dans le secteur public. Chez les paysans, la gauche est absente. La Ligue contre l'aéroport s'est donc créée en dehors des partis politiques même si elle va bénéficier, dans une première étape, du soutien du PC et du PS.

Elle regroupe aujourd'hui 350 familles réparties dans vingt-cinq villages. Chaque village a son chef de comité, généralement coopté. Les réunions restent très informelles et les assemblées générales ne

se tiennent que pour préparer une campagne ou une initiative. Le reste du temps, les décisions sont prises par un collectif de sept responsables qui ont chacun une tâche particulière. La nature de ces tâches révèle bien le poids des traditions et la nouvelle politisation. Il y a des responsables pour les vieux, les jeunes, les enfants, les femmes et les chefs de famille. Presque tous sont des paysans à l'exception du président, Tomura,

qu'avec son argent, il peut nous acheter, mais il doit savoir que la terre, ça ne s'échange pas contre de l'argent. Notre lutte a évolué au fur et à mesure que nous découvrons qu'en face de nous, le seul et véritable adversaire, c'est le gouvernement. Depuis onze ans, nous nous sommes politisés et nous avons compris que nous menions une lutte de classe, mais il a fallu du temps.

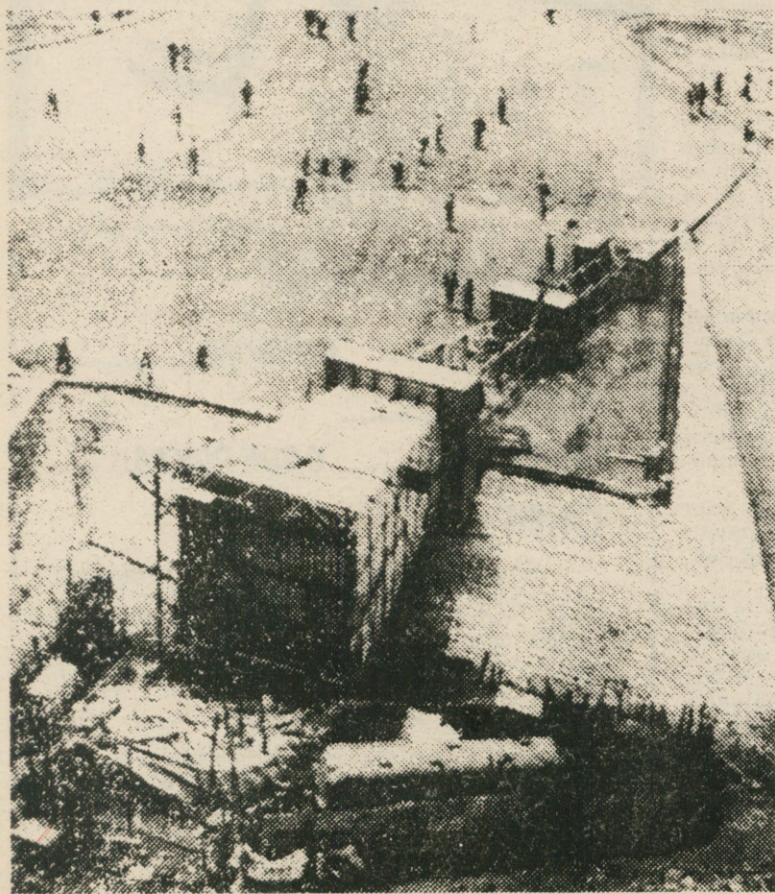
« Au départ, les paysans étaient comme partout, ils votaient PLD. Mais, maintenant, nous nous sommes réveillés, nous nous sommes aperçus qu'on nous traitait comme des esclaves et on ne pourra pas nous écraser. Notre chance, c'est d'avoir pu briser l'isolement et trouver l'unité avec les étudiants et les ouvriers. Cependant, on doit constater que, pour des raisons électorales, le PC et le PS ne nous soutiennent plus ou peu pour le PS. Le PC a eu peur des étudiants et ne voulait pas se retrouver avec des trotskistes... Ces deux partis acceptent dans les faits les expropriations et ne se battent plus que pour une augmentation des indemnités. Je ne crois plus à ces partis et pourtant on aurait besoin d'un parti pour nous défendre. En 1974, je me suis présenté aux élections sénatoriales où j'ai eu 230 000 voix. Il nous faut un parti pour pouvoir aller au Parlement et le bloquer comme on bloque ici l'aéroport. — Vous croyez au Parlement ? — Oui, mais pas celui-là, un parlement avec une majorité d'ouvriers et de paysans. La tour est devenue le symbole de notre combat et dans l'épreuve de force qui se prépare, nous la défendrons jusqu'au bout. »

En 1971, lors des premières expropriations, des combats acharnés ont opposé des milliers de manifestants aux kidotai. L'affrontement a duré près de deux jours, et les policiers ont eu du mal à venir à bout des tranchées et des tours construites par les paysans et les organisations révolutionnaires. Les tours ont été rasées avec leurs occupants dedans de même que les arbres où certains paysans s'étaient enchaînés en grimant à leur sommet. Il y eut des centaines de blessés et trois kidotai furent tués « dans une embuscade », nous dit en souriant un vieux paysan de la Ligue.

A.K.

Demain :

Suite du reportage  
« VOYAGE A SANRISUKA »



La tour de Sanrisuka après l'attaque des Kidotai, vendredi.